

DÉVELOPPEMENT MONDIAL INTELLIGENT

Rapport sur les résultats de la conférence

La place de **l'enseignement supérieur**
dans l'atteinte des objectifs de
développement durable



Sommaire

i **Résumé**

Introduction

- 1 Du développement mondial intelligent? La place de l'enseignement supérieur dans un programme de développement mondial
- 2 La Conférence sur le développement mondial intelligent
Objectifs de la conférence
Participants à la conférence
- 3 Aperçu du programme

Jour un | 13 avril 2016

- 6 Discours d'ouverture : Conférence sur le développement mondial intelligent
- 7 Discours liminaire : Libérer la puissance des universités

Jour deux | 14 avril 2016

- 9 Discours d'ouverture : La place de l'enseignement supérieur dans un programme de développement mondial
- 10 Plénière 1 : Connexions mondiales intelligentes
- 13 Séance parallèle 1a : Enseignement et pédagogie
- 15 Séance parallèle 1b : Recherche en action
- 17 Séance parallèle 1c : Engagement communautaire
- 19 Déjeuner-conférence 1 : Une université sur le toit du monde
- 19 Déjeuner-conférence 2 : L'expérience d'un hôpital d'enseignement sans but lucratif dans le Nord de l'Ouganda
- 19 Plénière 2 : Approches mondiales intelligentes
- 21 Séance parallèle 2a : Démontrer l'impact
- 23 Séance parallèle 2b : Assurance de la qualité
- 24 Séance parallèle 2c : Bâtir des universités solides et durables
- 25 Plénière 3 : Investissements mondiaux intelligents

En guise de conclusion

- 29 Poursuivre la conversation sur le développement mondial intelligent
- 31 Paroles aux jeunes des quatre coins du monde
- 33 À propos des commanditaires de la Conférence
- 34 Remerciements



Résumé

En avril 2016, la Fondation Aga Khan Canada (la Fondation), Universitaires sans frontières (USF) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) – avec l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada – ont convoqué la Conférence sur le **développement mondial intelligent** à la Délégation de l'imamat ismaili à Ottawa.

Les partenaires de la conférence ont posé comme prémisses que dans les pays du Sud, les établissements d'enseignement supérieur ont le potentiel extraordinaire de contribuer directement et concrètement à l'amélioration de la qualité de vie, à une croissance économique inclusive et à une bonne gouvernance, mais qu'ils ont besoin d'une attention renouvelée et d'un soutien financier et intellectuel mondial adapté pour y parvenir. La réponse à la conférence, et la vaste expérience mondiale que ses 14 séances ont mise en lumière ont validé cette prémisse.

Quelque 238 chefs de file, décideurs et praticiens mondiaux provenant de 20 pays ont participé à la conférence, y compris des représentants des gouvernements, des organisations de la société civile, du monde universitaire, de celui des affaires et des médias. De plus, 115 personnes ont visionné les discours liminaires et les séances plénières en direct sur le Web. Aux jours un et deux de la conférence, son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada, et l'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre fédérale du Développement international et de la Francophonie, ont, dans le cadre de leur discours liminaire respectif, ouvert la voie à un dialogue réfléchi sur les croisements entre l'enseignement supérieur et le développement mondial. Les discours liminaires et les séances plénières sont archivés sur [archive vidéo](#)¹.

1. La plupart des séances se sont déroulées en anglais, mais elles comprenaient également quelques remarques en français.

Le programme de la conférence s'articulait autour de quatre objectifs :

- Examiner le rôle essentiel des établissements d'enseignement supérieur dans la promotion du développement économique et social durable et inclusif dans les pays du Sud.
- Explorer le rôle accru que jouent les universités dans la formation de dirigeants, d'agents de changement et de citoyens informés afin de renforcer la gouvernance, la justice sociale, la culture et la croissance économique inclusive.
- Examiner les diverses approches favorisant le renforcement des capacités en enseignement supérieur dans les pays du Sud.
- Évaluer les efforts actuels pour recueillir la preuve de l'incidence des investissements dans l'enseignement supérieur sur le développement.

La conférence a permis de dégager plusieurs thèmes et recommandations prioritaires afin de permettre à la communauté mondiale de promouvoir l'enseignement supérieur pour favoriser l'atteinte des objectifs de développement :

1. Enseignement supérieur et innovation en matière de développement

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent jouer un rôle intégral pour favoriser l'innovation en matière de développement en trouvant des façons créatives d'améliorer la qualité de vie et de bâtir des sociétés plus inclusives et bienveillantes. Il nous faut cependant miser sur de nouvelles approches, de nouveaux partenariats et de nouvelles ressources pour favoriser, mesurer et évaluer l'innovation dans un tel contexte.

Nous devons nous pencher sur un écosystème d'enseignement supérieur élargi – qui inclurait des groupes de réflexion et des établissements postsecondaires d'enseignement technique et professionnel –, un système qui favorise la création du savoir et le renforcement des capacités en collaboration avec des organisations internationales, des donateurs, des organisations non gouvernementales, des universités, des partis politiques, des associations privées, des entreprises, l'État et les médias.

14

séances

238

participants
sur place

20

pays
représentés

115

participants
sur le Web



L'enseignement des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques (STEGMA) ainsi que la recherche dans ces domaines sont essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable partout dans le monde. L'innovation, les découvertes scientifiques et les avancées technologiques passent par de solides connexions avec les réseaux de connaissances mondiaux, mais l'accès aux instances mondiales et aux occasions de réseautage demeure un obstacle pour les jeunes scientifiques, universitaires et professionnels des pays du Sud.

2. Inclusion, engagement communautaire et responsabilité sociale

Comme l'a mentionné le gouverneur général, l'expérience du Canada en matière de mise en place d'établissements solides et inclusifs – y compris des établissements d'enseignement – est un processus continu d'« apprentissage par l'action », en particulier lorsqu'il s'agit d'éducation des Autochtones. Bien qu'il n'y ait pas de solution unique pour favoriser l'inclusion, la réussite passe par le leadership et l'engagement communautaire.

Les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle essentiel à jouer dans la création d'espaces inclusifs propices au dialogue, à la réflexion critique et au débat pour faire entendre différentes voix et faire valoir une multiplicité de points de vue, et pour aplanir les obstacles auxquels se heurtent les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées.

Son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada.

Pour que les établissements d'enseignement supérieur contribuent de manière constructive au développement durable, ils doivent sortir de la salle de classe pour interagir activement avec les collectivités. Le concept de responsabilité sociale peut contribuer à définir le rôle des établissements d'enseignement supérieur au sein des collectivités dans lesquelles ils sont situés. Grâce à la responsabilité sociale, l'université ou le collège s'engage expressément, dans son mandat, en concentrant ses efforts de recherche et d'enseignement sur les besoins prioritaires de la collectivité.

3. La qualité compte

La ministre Bibeau a salué l'évolution des objectifs de développement durable qui se concentrent désormais sur la qualité de l'éducation et non seulement sur l'accès à l'éducation. Des stratégies pour combler le fossé entre la qualité et l'accès (ou l'élargissement du champ d'application) ont été mises en lumière tout au long de la conférence, notamment la mise à contribution des rôles complémentaires des établissements publics et privés, l'exploitation du potentiel des ressources éducatives libres et l'adoption de nouvelles approches en matière d'assurance de la qualité pour favoriser l'innovation et assurer la pertinence à l'échelle locale.



4. Possibilités d'enseignement supérieur dans des zones de conflit et des États fragiles

L'aide humanitaire n'accorde pas la priorité à l'éducation et l'assistance accordée à ce secteur fait largement abstraction des initiatives d'enseignement supérieur. Les universités et les collèges doivent relever ce défi au moyen d'approches novatrices qui permettent aux réfugiés et aux communautés vulnérables de poursuivre leur parcours pédagogique. Aussi importantes que soient les possibilités d'enseignement supérieur pour les femmes et les filles, nous ne pouvons accroître l'accès de ces dernières à l'éducation au détriment des jeunes hommes et garçons, en particulier dans des États fragiles et dans des collectivités touchées par des conflits.

5. Le continuum d'éducation

Afin d'exploiter pleinement le potentiel d'enseignement supérieur à l'appui du développement mondial durable, nous devons inscrire le concept d'éducation tertiaire dans un système qui s'étend au-delà des universités. Les établissements d'enseignement technique et professionnel – les collèges, les écoles polytechniques et autres établissements de ce genre – jouent un rôle déterminant dans ce système et dans chacune des économies et des sociétés prospères à travers le monde. Les établissements d'enseignement supérieur ne peuvent travailler en vase clos : la coopération et la coordination dans tous les secteurs sont essentielles pour assurer aux pays des ressources humaines qualifiées, un leadership éclairé et les compétences nécessaires pour aider à trouver des solutions de développement durable.

L'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre fédérale du Développement international et de la Francophonie.

Nous devons également éviter de mettre l'enseignement tertiaire en concurrence avec l'enseignement primaire et secondaire en ce qui concerne les ressources et le soutien. En fait, les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle intégral à jouer dans le renforcement des systèmes d'éducation tout au long du continuum. Les stratégies de développement, les programmes et les politiques devraient s'appuyer sur cette connexion intégrale.

6. L'enseignement supérieur, un investissement à long terme dans les établissements locaux

L'atteinte des objectifs de développement durable exige des capacités et une initiative institutionnelles locales et permanentes. La création d'établissements solides et durables est une entreprise qui s'étend sur plus d'une génération et nécessite donc de longs délais et une évolution des attentes liées à la démonstration des résultats des investissements dans l'enseignement supérieur au-delà du court terme. Elle exige également un soutien financier et intellectuel adapté : il est essentiel d'investir dans des capacités, des systèmes et des processus administratifs pour permettre à ces établissements de contribuer pleinement à la prospérité de leurs étudiants et de leurs sociétés.

7. Démonstration de l'impact

Pour mesurer l'incidence de l'enseignement supérieur sur le développement durable, nous devons changer à la fois la terminologie et les approches adoptées pour le suivi et l'évaluation. L'« impact sur le développement » suppose généralement un changement durable et à grande échelle du niveau de bien-être d'une population et de son environnement. Puisque le changement développemental dépend de la convergence de plusieurs acteurs et facteurs, il convient maintenant de mettre l'accent sur l'évaluation de la contribution – plutôt que de l'attribution.

De même, l'accent que mettent les approches actuelles sur les résultats immédiats et à court terme embrouille la réalité, car le rôle essentiel de l'enseignement supérieur dans la promotion et le soutien du développement se mesure à long terme. Compte tenu du fait que les investissements dans l'enseignement supérieur portent fruit à long terme, une réorientation vers des résultats intermédiaires, jumelée à des mesures à court terme, peut contribuer à mieux garantir la réussite à long terme.

Poursuivre la conversation sur le développement mondial intelligent

Les délégués à la conférence ont insisté sur la nécessité d'un engagement durable à l'égard de ces thèmes et ont formulé les questions suivantes pour encadrer la poursuite de la conversation :

- Comment les universités et collèges des pays du Sud peuvent-ils participer plus directement au développement social et économique des collectivités dans lesquelles ils sont situés, et de quelle autre capacité pourraient-ils avoir besoin pour y parvenir ?
- Comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent-ils favoriser plus efficacement et consciemment l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes – et éliminer les obstacles d'ordre sexuel à la participation ?
- Que peuvent faire les établissements d'enseignement supérieur pour offrir aux réfugiés et aux jeunes des régions fragiles ou touchées par des conflits des possibilités de formation et d'apprentissage post-secondaires ?
- Comment les établissements d'enseignement supérieur devraient-ils définir la qualité et l'assurer, notamment compte tenu des divergences entre la qualité et l'accès ou le champ d'application ?

- Quelles méthodes, quels outils ou quelles approches pourraient renforcer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage liés aux résultats des investissements dans l'enseignement supérieur à l'appui des objectifs de développement ?
- Comment les établissements dans les pays du Sud peuvent-ils améliorer l'accès à un enseignement technique et professionnel de qualité et pertinent ? Comment pourraient-ils utiliser l'expérience et l'expertise mondiales des collèges et écoles polytechniques pour développer des capacités et mettre en œuvre des programmes ?
- Pourquoi investir dans des établissements privés d'enseignement supérieur dans les pays du Sud ? Comment les établissements privés peuvent-ils à renforcer la qualité, la pertinence et les capacités des établissements publics ?
- De quels types de soutien et de ressources les établissements d'enseignement supérieur des pays du Sud ont-ils besoin pour contribuer plus directement à l'amélioration des systèmes d'éducation primaire et secondaire dans leurs contextes opérationnels ?
- Quels types de politiques publiques ou de réformes favoriseraient un environnement plus propice à l'innovation, à la qualité et à la pertinence au sein des établissements d'enseignement supérieur des pays du Sud ?
- Quels sont les mécanismes de financement susceptibles d'appuyer les différents types d'investissement pour doter les pays du Sud d'établissements d'enseignement supérieur solides, dynamiques et pertinents ?

L'enseignement supérieur constitue un investissement dans l'avenir, car il crée l'expertise, les ressources et le leadership dont toutes les sociétés ont besoin pour atteindre les objectifs mondiaux et en assurer la pérennité. De tels investissements dans le domaine de l'enseignement supérieur exigent de la patience : il s'agit d'entreprises qui s'étendent sur plusieurs générations. Parallèlement, les fragilités qui se font jour partout dans le monde sont si extrêmes que nous avons besoin de toute urgence d'établissements d'enseignement supérieur dynamiques pour ancrer la réussite et endiguer l'instabilité. Ces questions qui viennent ponctuer la réflexion au terme de la conférence dressent déjà la feuille de route pour poursuivre l'engagement, mais dans l'immédiat nous devons continuer à investir dans l'enseignement supérieur de manière très réfléchie et judicieuse afin de mieux promouvoir le développement mondial durable.

INTRODUCTION

Du développement mondial intelligent ?

La place de l'enseignement supérieur dans un programme de développement mondial

Partout au monde, les universités jouent un rôle intégral dans la vie sociale, économique, politique et culturelle des pays. Elles façonnent les dirigeants et professionnels de demain. Elles forment une population informée et engagée qui sert d'assise à la participation démocratique et à la bonne gouvernance. Les universités sont des moteurs de développement social et économique, des dépositaires de l'héritage culturel, des centres de recherche pour l'avancement de la connaissance humaine et des pôles d'innovation. Grâce à ces établissements, les pays participent aux grandes conversations qui se tiennent à l'échelle planétaire et traitent des questions les plus urgentes qui interpellent notre monde.

Dans les pays du Sud, on peut soutenir que les universités ont le plus grand potentiel d'apporter une contribution directe et substantielle à l'amélioration des résultats du développement, de la croissance et de la gouvernance. L'accès à des possibilités d'enseignement supérieur de qualité y est indispensable afin de favoriser la formation de futurs chefs de file dans les secteurs essentiels à la croissance et au développement, de faire avancer l'élaboration de politiques et de pratiques et de relever les défis propres aux économies en développement ou émergentes.

Malgré cela, au cours des dernières décennies, l'enseignement supérieur dans les pays du Sud n'a reçu que peu d'appuis de la communauté du développement international, surtout si l'on effectue une comparaison avec les investissements dans l'enseignement primaire et les soins de santé de base.

L'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, composé de 17 objectifs de développement durable, par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015, est l'occasion tout indiquée pour repenser le rôle de l'enseignement supérieur dans l'atteinte de ces objectifs de développement communs

à l'échelle locale comme à l'échelle internationale. Marquant un changement par rapport aux objectifs du Millénaire pour le développement, qui portaient exclusivement sur l'éducation primaire, l'« objectif mondial 4 : Éducation de qualité » traite explicitement de l'accès à toutes les formes d'éducation tertiaire de qualité, et plus précisément dans l'objectif 4.3 : « D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable². »

L'accès à des possibilités d'enseignement supérieur de qualité est indispensable afin de favoriser la formation de futurs chefs de file dans les secteurs essentiels à la croissance et au développement.

Pour saisir cette occasion, la Conférence sur le développement mondial intelligent a réuni des experts internationaux, des leaders d'opinion, des décideurs et des praticiens pour discuter et débattre du renforcement des capacités des établissements d'enseignement supérieur dans les pays du Sud afin de s'attaquer aux grands défis du développement. Son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada, et l'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre fédérale du Développement international et de la Francophonie, ont, dans le cadre de leur discours respectif, ouvert la voie à un dialogue réfléchi sur les liens entre l'enseignement supérieur et le développement mondial.

Le présent rapport fait état des principales observations, leçons et recommandations tirées des délibérations de la conférence. Il présente également les réflexions de jeunes universitaires du monde entier recueillies avant la conférence et propose un cadre pour la poursuite de la conversation sur la façon d'intégrer plus efficacement l'enseignement supérieur dans les politiques de développement, la conception des programmes et l'évaluation.

2. Nations Unies, Objectifs du développement durable – 17 objectifs pour transformer notre monde.

La Conférence sur le développement mondial intelligent

Les 13 et 14 avril 2016, la Fondation Aga Khan Canada (la Fondation), Universitaires sans frontières (USF) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) ont tenu la Conférence sur le développement mondial intelligent à la Délégation de l'imamat ismaili à Ottawa.

La conférence a reçu l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Objectifs de la conférence

La conférence a posé comme prémisse que les établissements d'enseignement supérieur dans les pays du Sud ont le potentiel extraordinaire de contribuer au développement social et économique durable et inclusif. Forte des quatorze séances portant sur des points de vue, des expériences et des études de cas mondiaux, la conférence visait à recenser les ressources disponibles pour développer les capacités des universités au sein des économies émergentes et en développement et à cerner les politiques, les pratiques et les outils les mieux adaptés pour y parvenir.

Le programme de la conférence s'articulait autour de quatre objectifs :

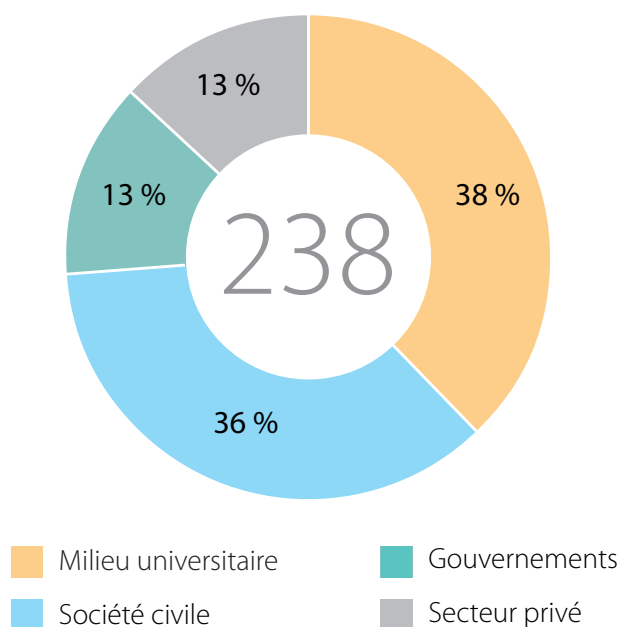
- Examiner le rôle essentiel des établissements d'enseignement supérieur dans la promotion du développement économique et social durable et inclusif dans les pays du Sud.
- Explorer le rôle accru que jouent les universités dans la formation de dirigeants, d'agents de changement et de citoyens informés afin de renforcer la gouvernance, la justice sociale, la culture et la croissance économique inclusive.
- Examiner les diverses approches favorisant le renforcement des capacités en enseignement supérieur dans les pays du Sud.
- Évaluer les efforts actuels pour recueillir la preuve de l'incidence des investissements dans l'enseignement supérieur sur le développement.

Les établissements d'enseignement supérieur dans les pays du Sud ont le potentiel extraordinaire de contribuer au développement social et économique durable et inclusif.

Participants à la conférence

La Conférence sur le développement mondial intelligent a réuni environ 238 conférenciers et participants du monde entier (137 femmes, 101 hommes), et quelque 115 autres personnes (66 femmes, 49 hommes) ont visionné le discours liminaire et les séances plénières en direct sur le Web. Les délégués provenaient de 20 pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes, d'Europe, de l'Amérique du Nord et du Sud, et incluaient des représentants des gouvernements, des organisations de la société civile, du monde universitaire, du secteur privé et des médias.

Participation par secteur



Des hauts fonctionnaires, des professeurs et des étudiants de 30 établissements d'enseignement supérieur, y compris 19 universités et collèges canadiens, ont participé à la conférence. Des frais d'inscription réduits pour les étudiants et la possibilité de travailler bénévolement comme rapporteurs étudiants ont attiré trente jeunes universitaires à la conférence.

Aperçu du programme

L'ensemble des discours liminaires et des séances plénières a été diffusé sur le Web et est archivé sur vidéo ([archive vidéo](#)).

JOUR UN | 13 AVRIL 2016

Webémissions : Toutes les séances du Jour un peuvent être visionnées [ici](#).

Accueil et présentations

- Khalil Z. Shariff, directeur général, Fondation Aga Khan Canada
- Jean Lebel, président, Centre de recherches pour le développement international

DISCOURS D'OUVERTURE :

Conférence sur le développement mondial intelligent

Son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada

DISCOURS LIMINAIRE :

Libérer la puissance des universités

- Eva Egron-Polak, secrétaire générale et directrice exécutive, Association internationale des universités
- Leonard Wantchekon, professeur de sciences politiques, Université de Princeton; fondateur de l'École d'économie africaine, Bénin
- Reeta Roy, présidente et première dirigeante, Fondation MasterCard
- Modérateur : Greg Moran, directeur des projets spéciaux, Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur; ancien prévôt, Université Aga Khan; prévôt émérite, Université Western

JOUR DEUX | 14 AVRIL 2016

Webémissions : [Discours d'ouverture et plénière 1](#) | [plénière 2](#) | [plénière 3](#).

Accueil et présentations

- Mahmoud Eboo, représentant diplomatique de Son Altesse l'Aga Khan au Canada, Réseau Aga Khan de développement
- Firoz Rasul, président, Université Aga Khan

DISCOURS D'OUVERTURE :

La place de l'enseignement supérieur dans un programme de développement mondial

L'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre fédérale du Développement international et de la Francophonie

PLÉNIÈRE 1 :

Connexions mondiales intelligentes

- Anna Glass, directrice de la rédaction, International Journal of African Higher Education
- Firoz Rasul, président, Université Aga Khan
- Orazio Bellettini, fondateur et directeur général, Groupe FARO, Équateur
- Samuel Pierre, professeur, École polytechnique de Montréal
- Modérateur : Paul Davidson, président et premier dirigeant, Universités Canada

SÉANCE PARALLÈLE 1A :

Enseignement et pédagogie

- Arshad Ahmad, vice-président associé, Enseignement et apprentissage, Université McMaster; directeur, McMaster Institute for Innovation and Excellence in Teaching and Learning
- Patricia B. Arinto, doyenne et professeure (Formation à distance et en ligne), Faculté des sciences de l'éducation, Université des Philippines – Université ouverte
- Président de séance : Pierre Jury, éditorialiste, *Le Droit*



SÉANCE PARALLÈLE 1B :

Recherche en action

- K. Srinath Reddy, président, Fondation de santé publique de l'Inde et Fédération mondiale du cœur (*in absentia*)
- Noni MacDonald, professeure, Département de pédiatrie, Université Dalhousie; cofondatrice, MicroResearch
- Zulfiqar Bhutta, codirecteur, directeur de recherche, Centre pour la santé mondiale des enfants, Hôpital pour enfants malades de Toronto; directeur fondateur du Centre d'excellence en santé des femmes et des enfants, Université Aga Khan
- Présidente de la séance : Céline Cooper, chroniqueuse, *Montreal Gazette*

SÉANCE PARALLÈLE 1C :

Engagement communautaire

- Emily Antze, administratrice de programmes, Borderless Higher Education for Refugees, Centre for Refugee Studies, Université York
- Enriqueta Reston, professeure agrégée, Département de didactique des sciences et des mathématiques, Université de San Carlos, Philippines
- Wendy Harris, présidente et directrice générale, Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO)
- Présidente de la séance : Manon Cornellier, éditorialiste, *Le Devoir*

DÉJEUNER-CONFÉRENCE 1 :

Une université sur le toit du monde

- David Agnew, président, Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie
- Mahmoud Eboo, représentant diplomatique de Son Altesse l'Aga Khan au Canada, Réseau Aga Khan de développement
- Shamsh Kassim-Lakha, président exécutif, Comité de direction, Université d'Asie centrale

DÉJEUNER-CONFÉRENCE 2 :

L'expérience d'un hôpital d'enseignement sans but lucratif dans le Nord de l'Ouganda

- Dominique Corti, présidente, Fondazione Piero e Lucille Corti, Italie; présidente honoraire, Fondation Teasdale-Corti, Canada

PLÉNIÈRE 2 :

Approches mondiales intelligentes

- Barbara O. Schneeman, coordonnatrice de l'éducation supérieure, Agence américaine pour le développement international
- Steven Davis, directeur général, Universitaires sans frontières
- Thierry Zomahoun, président et directeur général, Secrétariat mondial de l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS)
- Modérateur : David Agnew, président, Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie



SÉANCE PARALLÈLE 2A :

Démontrer l'impact

- Terry Smutylo, spécialiste de l'évaluation indépendant; fondateur, Section de l'évaluation, Centre de recherches pour le développement international
- Tricia Wind, spécialiste de programmes principale, Centre de recherches pour le développement international
- Président de séance : Pierre Jury, éditorialiste, *Le Droit*

SÉANCE PARALLÈLE 2B :

Assurance de la qualité

- Greg Moran, directeur des projets spéciaux, Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur; ancien prévôt, Université Aga Khan; prévôt émérite, Université Western
- Tashmin Khamis, directrice, Réseau de l'assurance de la qualité et de l'amélioration de l'Université Aga Khan; présidente, Réseau pour l'assurance de la qualité de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Est
- Présidente de séance : Céline Cooper, chroniqueuse, *Montreal Gazette*

SÉANCE PARALLÈLE 2C :

Bâtir des universités solides et durables

- Paul Davenport, président, Conseil des gouverneurs, Université du Rwanda; ancien président, Université Western et Université de l'Alberta

- Robin Farquhar, président émérite, Université de Winnipeg; ancien président et vice-chancelier, Université Carleton
- Présidente de séance : Manon Cornellier, éditorialiste, *Le Devoir*

PLÉNIÈRE 3 :

Investissements mondiaux intelligents

- Barbara O. Schneeman, coordonnatrice de l'éducation supérieure, Agence américaine pour le développement international
- Jean Lebel, président, Centre de recherches pour le développement international
- Jeffrey Waite, conseiller, Pratiques mondiales – Éducation, Banque mondiale
- Shamsh Kassim-Lakha, président exécutif, Comité de direction, Université d'Asie centrale
- Modératrice : Eva Egron-Polak, secrétaire générale et directrice exécutive, Association internationale des universités

Mot de la fin

- Khalil Z. Shariff, directeur général, Fondation Aga Khan Canada



JOUR UN | 13 AVRIL 2016

DISCOURS D'OUVERTURE :

Conférence sur le développement mondial intelligent

**SON EXCELLENCE LE TRÈS HONORABLE
DAVID JOHNSTON**

Gouverneur général du Canada

Description

L'inclusion, l'innovation et la diplomatie. Avec ces trois mots, son Excellence le très honorable David Johnston, gouverneur général du Canada, a lancé un défi aux participants réunis pour l'ouverture de la Conférence sur le développement mondial intelligent. Son Excellence a invité l'auditoire à s'attaquer aux questions clés en matière d'enseignement supérieur et à son rôle dans l'avancement du développement durable et inclusif. Pour ce faire, il a souligné les efforts déployés au Canada et dans le monde et s'est penché sur le rôle des partenariats pour garantir un changement transformateur.

Leçons, recommandations et principales observations

- L'expérience du Canada en matière de mise en place d'établissements solides et inclusifs – y compris des établissements d'enseignement – est un processus continu d'« apprentissage par l'action », en particulier lorsqu'il s'agit d'éducation des Autochtones. Bien qu'il n'y ait pas de solution unique pour favoriser l'inclusion, la réussite passe par le leadership et l'engagement communautaire.
- En leur qualité de centres d'innovation et de créativité, les établissements d'enseignement supérieur sont bien placés pour contribuer au développement durable en trouvant des façons créatives pour améliorer de manière significative la qualité de vie et bâtir une société plus inclusive et bienveillante.
- La diplomatie du savoir, c'est-à-dire le processus par lequel des peuples et des cultures distincts se réunissent et améliorent la vie en échangeant leur savoir au-delà des frontières et des disciplines, souligne l'importance de la collaboration internationale entre les établissements d'enseignement supérieur pour faire face aux enjeux du développement.

■ Pour poursuivre la réflexion :

- Que doivent faire les universités sur le plan de l'innovation pour appuyer le développement mondial ?
- Compte tenu des obstacles qui empêchent les universités des pays du Sud d'exploiter leur talent créatif, comment permettre à cette créativité innée de s'épanouir ?
- Comment votre organisation peut-elle apporter sa contribution unique à un monde meilleur grâce à la diplomatie du savoir ?

DISCOURS LIMINAIRE :

Libérer la puissance des universités

Eva Egron-Polak

Secrétaire générale et directrice exécutive,
Association internationale des universités

Leonard Wantchekon

Professeur de sciences politiques,
Université de Princeton; fondateur de l'École
d'économie africaine, Bénin

Reeta Roy

Présidente et première dirigeante,
Fondation MasterCard

Modérateur : Greg Moran

Directeur des projets spéciaux, Conseil ontarien
de la qualité de l'enseignement supérieur;
ancien prévôt, Université Aga Khan; prévôt émérite,
Université Western

Description

Dans les pays du Sud, l'accès à des possibilités d'enseignement supérieur de qualité est indispensable afin de favoriser la formation de futurs chefs de file dans les secteurs essentiels à la croissance et au développement, de se doter d'une population informée et engagée, de faire progresser l'élaboration des politiques et des pratiques et de relever les défis propres aux économies en développement ou émergentes. Ce panel de penseurs mondiaux s'est penché sur la question qui suit : comment libérer ce potentiel à l'appui de nos visées de développement mondial ?

Leur vaste conversation a porté sur le rôle des universités dans divers secteurs, à savoir l'éducation de leaders éthiques, l'enseignement supérieur et les objectifs de développe-

ment durable, l'internationalisation et le problème de l'« exode des cerveaux » et l'importance de renforcer les liens entre les établissements d'enseignement supérieur et le secteur privé, la société civile et les collectivités.

À la suite d'un échange entre les panellistes et l'auditoire, le gouverneur général a fait quelques réflexions sur les délibérations de la soirée.

Leçons, recommandations et principales observations

- Les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle essentiel à jouer dans la création d'« espaces sûrs » propices au dialogue, à la réflexion critique et aux débats civilisés et respectueux qui permettent de découvrir de nouvelles manières de faire les choses par la mise en présence de différents points de vue et expériences. Parallèlement, un certain inconfort – une saine tension – s'avère nécessaire pour pousser les gens à sortir des sentiers battus.

Nous fixons des échéanciers irréalistes et nous sous-estimons la complexité du développement, tant sur les plans du renforcement des capacités des universités que de la résolution des problèmes liés à la pauvreté comme à d'autres défis.

- Le manque de capacités de recherche locales disposant d'un solide appui institutionnel pour recueillir et analyser des données nous empêche de nous attaquer à la réduction de la pauvreté. Les établissements d'enseignement supérieur africains en ont fait une priorité. Les partenariats internationaux peuvent jouer un rôle dans le renforcement de ces capacités, tout en prenant soin d'éviter d'imposer des modèles de connaissances occidentaux et, dans le contexte africain, de combler le manque de chercheurs africains dans les études publiées sur le développement en Afrique.
- La transition entre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs de développement durable (ODD) revêt une importance particulière pour les établissements d'enseignement supérieur, et non seulement en raison de leur inclusion dans l'objectif 4. L'atteinte de tous les objectifs – et leur durabilité dans le temps – exige un leadership et des capacités institutionnelles locales en permanence.



- Nous fixons des échéanciers irréalistes et nous sous-estimons la complexité du développement, tant sur les plans du renforcement des capacités des universités que de la résolution des problèmes liés à la pauvreté comme à d'autres défis. Nous devons aborder la question autrement et miser sur des investissements à long terme plutôt que sur des projets à court terme.
- Dans le cadre plus général de l'internationalisation, l'« exode des cerveaux » constitue un problème majeur, tant vers l'extérieur du pays ou de la région que vers l'extérieur de l'université, notamment dans le cas des universités des pays du Sud. Nous ne pouvons simplement ignorer cette réalité en la qualifiant de « circulation des cerveaux », qui est presque toujours à sens unique. Pour y remédier, il faut déployer des efforts sur plusieurs fronts :
 - créer ou renforcer des établissements locaux dans ces régions pour donner aux gens la possibilité de travailler dans leur domaine d'expertise de manière concrète;
 - dans le cadre de programmes internationaux d'échange d'étudiants et de bourses d'études, renforcer les aspirations de leadership et de service communautaire, offrir des délais de retour ouverts et renforcer les liens par l'entremise de stages ou de projets de recherche d'été ou financer un séjour au pays par année;

■ *Discours liminaire : Libérer la puissance des universités.*

- multiplier les façons de permettre à la diaspora de participer aux efforts de développement des établissements d'enseignement supérieur par l'entremise de nominations et de recherches conjointes, sans pour autant nuire aux rôles et à la sécurité des homologues locaux.
- Pour contribuer de façon plus significative au développement durable, les établissements d'enseignement supérieur doivent étendre leur champ d'action en dehors des salles de classe et collaborer avec les communautés et le secteur privé. Dans les deux cas, ces établissements doivent arriver à mieux comprendre les problèmes que les industries et les communautés tentent de résoudre.
- Pour poursuivre la réflexion :
 - Comment créer les « espaces sûrs » au sein des établissements d'enseignement supérieur qui peuvent favoriser un environnement où les gens sont suffisamment à l'aise pour faire place à la différence et remettre en question les façons de faire les choses ?
 - Comment nous assurer de l'intégration des femmes ?

- De quel bassin de talents les industries et les secteurs des économies largement informelles ou en pleine privatisation ont-ils besoin ?
- Comment transformer les relations entre les universités et les collectivités locales, pour passer d'une relation de transfert de connaissances à sens unique à un partenariat qui exploite les connaissances et les ressources locales pour résoudre des problèmes concrets ?
- Comment mesurer l'incidence d'un plus grand accès aux possibilités d'enseignement supérieur ?

JOUR DEUX | 14 AVRIL 2016

DISCOURS D'OUVERTURE :

La place de l'enseignement supérieur dans un programme de développement mondial

L'HONORABLE MARIE-CLAUDE BIBEAU

Ministre du Développement international et de la Francophonie

Description

En cette période où le Canada et l'ensemble de la communauté internationale s'affairent à déterminer comment appuyer les objectifs de développement durable et le Programme d'action d'Addis-Abeba, la ministre Bibeau a insisté sur la place d'une éducation équitable et de qualité et de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie en vue d'atteindre ces objectifs communs. La ministre Bibeau a salué l'évolution des objectifs de développement durable qui se concentrent désormais sur la qualité de l'éducation, et non seulement sur l'accès à l'éducation, et a encouragé les délégués à la conférence à se pencher sur la façon d'appuyer les possibilités d'apprentissage dans les zones de conflit ou dans des États fragiles et sur la façon d'éliminer les obstacles auxquels les femmes et les jeunes sont confrontés pour mieux élargir les possibilités qui leur sont offertes.

Leçons, recommandations et principales observations

- Il faudra mettre en place des solutions audacieuses et novatrices pour assurer l'accès de tous à une éducation inclusive, équitable et de qualité, ainsi qu'à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Les gouvernements, la société civile, le monde universitaire et le secteur privé ont tous un rôle à jouer pour accroître l'accès à l'enseignement supérieur.

- Comme les ressources sont limitées, les nouvelles approches pour renforcer l'accès à un enseignement supérieur de qualité doivent catalyser les investissements du secteur privé et inclure de nouveaux paramètres pour favoriser, mesurer et évaluer l'innovation dans nos politiques, partenariats et programmes.

Les établissements d'enseignement supérieur font progresser le développement grâce à la recherche, au suivi et à l'évaluation de l'incidence et grâce à la collaboration avec les collectivités.

- Dans les pays en développement, les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie – y compris un accès égal à une formation professionnelle, à une formation à distance et à un enseignement supérieur de qualité – sont essentielles pour prendre part à l'économie mondiale du savoir.
- La moitié des enfants non scolarisés du monde vivent dans des zones de conflit ou dans des États fragiles. Trop de réfugiés partout dans le monde ont dû interrompre leurs études. Les universités et les collèges doivent relever ce défi au moyen d'approches novatrices, qu'il s'agisse d'une formation qui donne aux enseignants des capacités d'enseignement transférables ou encore de plateformes d'apprentissage ouvert ou en libre accès, d'éducation à distance ou de technologies mobiles à faible coût, pour aider les jeunes à poursuivre leur parcours pédagogique.
- Les universités et les collèges existent parce qu'ils visent la compréhension, le dialogue et la recherche, des composantes essentielles pour des sociétés dynamiques et pacifiques.
- Les établissements d'enseignement supérieur ont pour principale mission de créer la prochaine génération de dirigeants, de citoyens et d'agents de changement qui pourront relever les défis sociaux, économiques, politiques et environnementaux auxquels est confronté leur pays.
- Les établissements d'enseignement supérieur font progresser le développement grâce à la recherche, au suivi et à l'évaluation de l'incidence et grâce à la collaboration avec les collectivités.



■ Pour poursuivre la réflexion :

- Pour tous les intervenants en enseignement supérieur : nous devons revoir notre façon de concevoir les programmes et déterminer qui assume la responsabilité de leur conception et de leur mise en œuvre.
- Comment abattre les cloisons entre les établissements et les praticiens pour faciliter l'apprentissage tout au long de la vie ?

PLÉNIÈRE 1 :

Connexions mondiales intelligentes

Anna Glass

Directrice de la rédaction,
International Journal of African Higher Education

Firoz Rasul

Président, Université Aga Khan

Orazio Bellettini

Fondateur et directeur général, Groupe FARO, Équateur

Samuel Pierre

Professeur, École polytechnique de Montréal

Modérateur : Paul Davidson

Président et chef de la direction, Universités Canada

Description

Fort de son expérience auprès d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans les Caraïbes et au Canada, le panel a étudié de quelles façons les établissements d'enseignement supérieur dans les pays du Sud contribuent à un développement social et économique durable et inclusif. Quels obstacles empêchent ces établissements de relever efficacement les principaux défis que pose le développement ? Quelles solutions nous permettront de surmonter ces obstacles ?

Leçons, recommandations et principales observations

- Pour que l'enseignement supérieur contribue au développement durable, nous devons reconnaître qu'il ne doit pas viser principalement à véhiculer du contenu, mais plutôt à développer qualités d'esprit, pensée critique et valeurs. En conséquence, les résultats de l'enseignement supérieur doivent perdurer bien au-delà des besoins ponctuels du marché du travail.

- Lorsqu'il est question du rôle des établissements d'enseignement supérieur dans la création de diplômés aptes au travail, nous devrions considérer l'« employabilité » sous l'angle de la flexibilité plutôt que sous celui de la spécialisation des compétences ou des connaissances.

La façon la plus efficace de relever les défis sociaux, économiques et environnementaux consiste à augmenter la capacité des sociétés à participer à la production, à la diffusion et à l'utilisation des connaissances.

- En général, ce qui empêche principalement les universités de contribuer efficacement au développement, c'est la fragilité, ou l'incohérence de leurs cadres réglementaire et opérationnel. Nous ne pouvons ignorer que les universités ont besoin de cadres et de politiques solides, d'espaces sûrs propices au dialogue et à la réflexion critique et de ressources suffisantes pour attirer et retenir les étudiants et les professeurs, et qu'elles doivent être à l'abri de la corruption ou de l'ingérence politique.
- La simple présence d'un établissement d'enseignement supérieur procure d'importants avantages sociaux, culturels et économiques qui s'étendent bien au-delà des connaissances et des compétences de ses diplômés ou du nombre de personnes qui y travaillent. De nombreuses études quantifient et évaluent ces avantages dans les campus universitaires du Canada et ailleurs dans les pays du Nord, mais peu le font en s'attardant au contexte des politiques et de la planification du développement dans les pays du Sud.
- L'état de la capacité de recherche dans les pays en développement représente un des principaux défis. Cette situation entraîne souvent une inégalité dans les partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur des pays du Nord et ceux des pays du Sud. Comment remédier à ces inégalités ?
 - Comment faire en sorte que les connaissances générées par les établissements d'enseignement supérieur profitent en fin de compte aux collec-

tivités touchées par la recherche ? Comment tenir les chercheurs des établissements locaux ou étrangers responsables envers ces collectivités ?

- Les élites des pays en développement sont souvent mal équipées pour relever les défis liés au développement parce qu'elles ont reçu leur enseignement supérieur à l'étranger, en Europe ou en Amérique du Nord. Il ne s'agit pas uniquement d'un problème d'« exode des cerveaux », même lorsque ces élites reviennent au pays, l'enseignement supérieur reçu ne les a pas préparées à répondre aux besoins (et aux possibilités) liés au développement dans leur pays d'origine.
- La santé et le bien-être des sociétés dépendent de plus en plus de la capacité de celles-ci à produire, à diffuser et à exploiter des connaissances, la définition même de l'« économie du savoir ». Les universités ne peuvent à elles seules relever les défis liés au développement. La façon la plus efficace de relever les défis sociaux, économiques et environnementaux consiste à augmenter la capacité des sociétés à participer à la production, à la diffusion et à l'utilisation des connaissances.
 - Nous devons envisager un écosystème d'enseignement supérieur élargi – qui inclut des groupes de réflexion et des établissements postsecondaires d'enseignement technique et professionnel – qui favorise la création du savoir et le renforcement des capacités en collaboration avec des organisations internationales, des donateurs, des organisations non gouvernementales, des universités, des partis politiques, des associations privées, des entreprises, l'État et les médias.
 - Dans un tel écosystème, les universités peuvent jouer un rôle important, mais pour ce faire, nous devons privilégier un modèle universitaire axé sur les défis et non seulement centré sur les disciplines, un modèle qui permet donc aux étudiants d'utiliser une approche plus interdisciplinaire pour résoudre les problèmes et de travailler avec des organisations d'autres secteurs.
- Deux concepts peuvent servir à établir un lien entre les établissements d'enseignement supérieur et les collectivités dans lesquelles elles sont situées. Le premier concept est la *responsabilité sociale*, selon laquelle l'université s'engage expressément dans son mandat – en concentrant ses efforts de recherche et



d'enseignement sur les besoins prioritaires de la collectivité. Le second porte sur les *normes internationales alternatives* et consiste à évaluer les diplômés en fonction de la pertinence de leurs connaissances, de leurs compétences et de leur engagement pour servir la collectivité.

- La responsabilité sociale constitue un véritable enjeu. Un sondage mené en Amérique latine a révélé que les universités font piètre figure en ce qui a trait à la confiance que leur accorde la collectivité, notamment en raison de l'opacité de leur travail et de la perception selon laquelle elles ne servent que l'élite et ne redonnent pas à la collectivité ce qu'elles ont puisé en elle (le savoir).
- Lorsqu'il est question de transparence des établissements, nous pensons souvent à la transparence financière. La responsabilité sociale va plus loin. Une façon de dépasser ce stade consiste à se pencher sur les services qu'un établissement d'enseignement supérieur peut offrir à une collectivité. Lorsque les établissements peuvent démontrer la valeur de tels services pour la qualité de vie de la collectivité, il devient plus facile d'aborder la notion de qualité d'une part, et plus facile d'aborder les questions de financement d'autre part.

Plénière 1 : Connexions mondiales intelligentes.

- Sur la question de la qualité par rapport à la quantité (ou à l'accès), les discussions franches sont particulièrement difficiles dans les pays du Sud. Un représentant du gouvernement ou un ministre de l'Éducation peut difficilement dire autre chose que « plus il y a d'étudiants, mieux c'est ».
- Une meilleure compréhension et un soutien accru de la qualité résulteront d'une compréhension commune, preuve à l'appui, de l'énorme incidence que peut avoir ne serait-ce qu'un petit nombre de diplômés de haut calibre sur un secteur ou un pays.
- L'apprentissage en ligne, tels les cours en ligne ouverts à tous (dits MOOC pour *massive open online courses*), et d'autres nouvelles technologies s'avèrent prometteuses pour renforcer l'enseignement supérieur, sur les plans de l'accès comme de la qualité. Cela dit, avec l'apprentissage en ligne et assisté par la technologie, deux grands défis se posent tout particulièrement dans les contextes propres aux pays en développement. D'une part, les professeurs doivent être prêts à adopter des méthodes pédagogiques très

différentes, et les établissements doivent donc investir dans leur perfectionnement professionnel. Par contre, les étudiants ne sont pas bien outillés pour composer avec cette forme d'apprentissage beaucoup plus autonome et pour réussir dans le cyberenvironnement. D'autre part, de nombreux milieux n'offrent pas de services d'électricité et à large bande fiables.

Si les établissements d'enseignement supérieur se concentrent exclusivement sur la préparation des chercheurs d'emplois, qui préparera les créateurs d'emplois ? Quel est le rôle des universités dans la création de la richesse ?

- L'exemple qui suit met en lumière une autre dimension de la question de la qualité : l'Afrique souffre d'un manque d'ingénieurs, un écart que l'urbanisation rapide du continent ne fera qu'aggraver. En continuant de miser sur la qualité – un élément essentiel dans le domaine de l'ingénierie – comment peut-on commencer à remédier à ce manque ?

- Des politiques d'enseignement supérieur dépassées constituent un obstacle majeur à cet égard. Certains pays, par exemple, ne permettent pas à des professionnels hautement qualifiés sans doctorat d'occuper la fonction de « professeur de la pratique », une fonction de plus en plus courante dans les universités des pays du Nord. Par conséquent, les étudiants n'ont pas accès à des enseignants ayant une expérience authentique et concrète; ils n'apprennent que la théorie.

- Il ne faut pas oublier les remarques de la ministre Bibeau au sujet des possibilités d'enseignement pour les jeunes dans les États fragiles ou touchés par des conflits et dans les camps de réfugiés. Comme le soulevait récemment l'UNESCO, l'aide humanitaire ne privilégie guère l'éducation, et l'assistance accordée à ce secteur exclut largement les initiatives d'enseignement supérieur.
- Aussi importantes que soient les possibilités d'enseignement supérieur pour les femmes et les filles, nous ne pouvons faciliter leur accès à l'éducation au détriment des jeunes hommes et garçons, en particulier dans des États fragiles et

dans des collectivités touchées par des conflits.

- Pour poursuivre la réflexion :

- L'industrie demande des diplômés « aptes à l'emploi », mais quel est le rôle de l'université ou du collège dans la création de diplômés prêts à contribuer davantage à la société ? Si les établissements d'enseignement supérieur se concentrent exclusivement sur la préparation des chercheurs d'emplois, qui préparera les créateurs d'emplois ? Quel est le rôle des universités dans la création de la richesse ?
- Quels modèles ou mécanismes canadiens ou étrangers d'appui à la recherche pourraient nous aider à trouver des solutions pour appuyer la recherche dans les pays du Sud ?
- Une grande partie de la discussion a porté sur les universités et les jeunes, mais nous devons aussi aborder les vastes populations d'adultes qui n'ont pas eu accès à des possibilités d'enseignement supérieur. Comment les universités et les collèges peuvent-ils offrir aux apprenants adultes des possibilités d'apprentissage tout au long de leur vie ou un plus grand accès à l'enseignement supérieur ?

SÉANCE PARALLÈLE 1A :

Enseignement et pédagogie

Arshad Ahmad

Vice-président associé, Enseignement et apprentissage, Université McMaster; directeur, McMaster Institute for Innovation and Excellence in Teaching and Learning

Patricia B. Arinto

Doyenne et professeure (Formation à distance et en ligne), Faculté des sciences de l'éducation, Université des Philippines – Université ouverte

Président de séance : Pierre Jury

Éditorialiste, *Le Droit*

Description

Cette séance portait sur des approches pédagogiques ou des innovations en enseignement et en apprentissage adaptées aux besoins des universités dans les pays du Sud, ainsi que sur la capacité de ces établissements à former de futurs dirigeants et agents du changement capables de contribuer au développement économique et



social. Le panel et l'auditoire ont, plus particulièrement, tiré parti de l'expérience acquise dans les ressources éducatives libres (REL) et les cours en ligne ouverts à tous (ou MOOC pour *massive open online courses*).

Leçons, recommandations et principales observations

■ Deux questions ont permis de définir le contexte et d'expliquer l'urgence de la nécessité de revoir les approches pédagogiques et les outils que nous utilisons pour accroître l'accès à des possibilités d'enseignement supérieur adaptées aux défis que pose le développement dans les sociétés des pays du Sud.

- Quelles sont les principales lacunes en matière d'enseignement qui menacent notre monde ? Oxfam révélait dernièrement que 85 personnes détiennent l'équivalent de la richesse combinée de 2,75 milliards de personnes, soit la moitié de l'humanité. L'écart de richesse est lié à l'écart de scolarisation dans les pays du Sud. Nous devons combler l'écart de scolarisation pour remédier aux inégalités sociales et économiques. Si nous commençons à définir ces écarts en termes de possibilité d'enseignement, que peut-on faire pour y remédier ?

- Nous possédons une mine de théories et de cadres sur la science de l'apprentissage, mais bien peu sont utilisés par les praticiens dans les salles de classe. Pourquoi sommes-nous incapables de transformer les conclusions d'études en pratiques efficaces fondées sur des faits ?

■ Coursera prétend servir 18 000 000 d'apprenants et, à l'instar d'edX, sa portée ne cesse de croître³. Ces plateformes influent de façon importante sur la pédagogie, car elles bouleversent l'enseignement et l'apprentissage traditionnels. En participant à la conception, à l'élaboration et à la diffusion de ces ressources éducatives libres, les établissements d'enseignement supérieur des pays du Sud peuvent servir un éventail encore plus vaste d'apprenants à l'extérieur de leurs murs.

3. Coursera est une entreprise de technologie éducative à but lucratif dans laquelle ont investi une ou plusieurs sociétés de capital-risque qui offre des cours en ligne ouverts à tous (MOOC). Coursera collabore avec des universités et d'autres organisations afin de mettre leurs cours en ligne et ce, dans diverses disciplines. Fondée par le Massachusetts Institute of Technology et par l'Université Harvard, edX est une entreprise sans but lucratif qui offre des cours en ligne (MOOC) et qui utilise un logiciel ouvert.

- Les ressources éducatives libres (REL) peuvent être particulièrement avantageuses pour les pays en développement. Non seulement sont-elles plus abordables et plus accessibles, mais, lorsqu'elles sont bien conçues, elles peuvent en fait améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Les REL ont beaucoup de potentiel parce qu'elles peuvent être actuelles, pertinentes et diverses, mais uniquement lorsqu'elles sont conçues spécialement pour ces contextes.

Pour que les ressources éducatives libres et la technologie puissent accroître l'accès à des possibilités d'apprentissage de qualité et adaptées aux besoins et défis locaux associés au développement, nous devons miser sur les défenseurs de cette approche au sein des établissements d'enseignement des pays du Sud et appuyer leurs efforts.

- L'évolution récente en matière d'éducation ouverte, plus précisément en matière de REL et de cours en ligne ouverts à tous (MOOC), aux Philippines (et, par extension, dans les autres pays qui font partie d'un réseau élargi de recherche sur les ressources éducatives libres au service du développement) comble les lacunes en matière d'éducation et d'application.
- Comme l'a démontré l'expérience des Philippines, les REL et les MOOC ont permis aux universités de collaborer avec des membres de la diaspora, à savoir des apprenants individuels qui souhaitent garder des liens culturels ou acquérir et maintenir des connaissances et des compétences adaptées aux possibilités économiques de leur pays d'origine.
- Pour que les ressources éducatives libres et la technologie puissent accroître l'accès à des possibilités d'apprentissage de qualité et adaptées aux besoins et défis locaux en matière de développement, nous devons miser sur les défenseurs de cette approche au sein des établissements des pays du Sud et appuyer leurs efforts. Tel qu'il a été mentionné ailleurs, l'intégration des REL dans les établissements d'enseignement supérieur exige différentes approches pédagogiques, et les professeurs peuvent être réfractaires au changement.

SÉANCE PARALLÈLE 1B :

Recherche en action

K. Srinath Reddy

Président, Fondation de santé publique de l'Inde et Fédération mondiale du cœur (*in absentia*)

Noni MacDonald

Professeure, Département de pédiatrie, Université Dalhousie; cofondatrice, MicroResearch

Zulfiqar Bhutta

Codirecteur, directeur de recherche, Centre pour la santé mondiale des enfants, Hôpital pour enfants malades de Toronto; directeur fondateur du Centre d'excellence en santé des femmes et des enfants, Université Aga Khan

Présidente de séance : Céline Cooper

Chroniqueuse, *Montreal Gazette*

Description

Comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent-ils s'attaquer aux problèmes de santé majeurs auxquels font face les pays du Sud, en mettant en pratique de nouvelles connaissances et percées pour améliorer les résultats sanitaires à l'échelle nationale, régionale ou communautaire? Trois éminents chercheurs ont souligné une gamme d'approches particulières qui permettent aux centres universitaires de contribuer directement à l'amélioration des résultats en matière de santé dans les sociétés où ils sont situés.

Leçons, recommandations et principales observations

- La recherche en matière d'hygiène publique vise à formuler, à l'égard des politiques et des pratiques, des recommandations fondées sur les résultats cliniques, spécifiques selon le contexte, adaptées à la réalité culturelle et qui optimisent les ressources et favorisent l'équité. Par conséquent, le rôle des universités est déterminant tant pour développer les connaissances et renforcer les capacités que pour tenter de résoudre les problèmes de santé. Les universités ne peuvent contribuer au changement qu'en participant à l'élaboration de la solution. Il ne suffit pas de cerner les problèmes.
- Bien que la recherche universitaire ait contribué à la réalisation de progrès considérables à l'égard de certains objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les données, lorsqu'elles sont ventilées par



région géographique dans le monde en développement, affichent d'importantes inégalités dans les résultats. Dans les régions rurales éloignées ou touchées par des conflits, peu de progrès ont été observés – un résultat qui cadre avec la répartition des professionnels de la santé et la couverture des soins de santé. Au Pakistan, par exemple, 84 % des pédiatres sont répartis dans huit centres urbains, et près de 200 millions de personnes n'ont pas accès à des soins de santé de base. Le défi des universités consiste à participer à la mise en place de systèmes, à développer les capacités de leadership et à renforcer les capacités des praticiens dans ces régions sous-desservies. La recherche joue un rôle intégral à cet égard.

- Grâce à leur collaboration avec de nombreux acteurs – des gouvernements locaux et nationaux aux collectivités, en passant par l'Organisation mondiale de la santé et les professionnels de la santé – les universités peuvent faire le suivi et l'évaluation de la recherche et la transformer en actions concrètes.
- Pour faire de la recherche un vecteur de changement, elle doit s'enraciner dans des méthodes interdisciplinaires (sciences biomédicales, économie de la santé, systèmes de santé et sciences sociales) et

s'inscrire dans une pratique rentable. Elle doit également représenter un vaste éventail d'intervenants – des gouvernements aux organisations civiles, en passant par les universitaires et les chefs de file de l'industrie.

- Un problème demeure : les nouvelles connaissances en matière santé ne sont pas mises en œuvre à l'échelle communautaire. L'application des connaissances du haut vers la base n'atteint pas les collectivités et ne tient pas compte de la culture, du contexte, ni des ressources disponibles. En fin de compte, les professionnels de la santé qui œuvrent au sein de ces collectivités sont les mieux placés pour appliquer les connaissances à l'échelle locale, mais ils ont besoin de ressources pour les aider à suivre les grandes tendances. Une approche fondée sur la microrecherche permet de transposer ce processus de création, de transformation et d'application des connaissances à l'échelle locale. S'inspirant des principes de la microfinance, principalement en menant des recherches de qualité sur la santé dans des milieux communautaires, des équipes de chercheurs multidisciplinaires se réunissent pour des formations de deux semaines et élaborent un projet de recherche pendant qu'ils participent à des ateliers et à des séances d'accompagnement sur les

méthodologies, l'élaboration de propositions et la publication. Le travail dans des contextes locaux crée pour l'application de la recherche un nouveau paradigme aux retombées positives, telle la promotion du leadership et de l'égalité des sexes.

- Les partenariats sont nécessaires pour mener cet exercice à bien, en particulier pour forger la volonté politique d'explorer les problèmes. Le travail au sein de structures gouvernementales, notamment pour former des agents de santé communautaire, est déterminant pour assurer la durabilité, mais le processus demeure lent et il peut être difficile d'obtenir le soutien du gouvernement.
- Dans les régions touchées par des conflits, la transformation de la recherche en actions concrètes soulève d'autres difficultés. Il y est d'autant plus important de faire participer la population locale au processus décisionnel et à la recherche de solutions locales pertinentes.
- Il faut changer la nature de la formation en santé publique afin de créer des « individus en forme de T » qui ont une pensée académique transdisciplinaire et peuvent mener des actions concrètes.

SÉANCE PARALLÈLE 1C :

Engagement communautaire

Emily Antze

Administratrice de programmes, Borderless Higher Education for Refugees, Centre for Refugee Studies, Université York

Enriqueta Reston

Professeure agrégée, Département de didactique des sciences et des mathématiques, Université de San Carlos, Philippines

Wendy Harris

Présidente et directrice générale, Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO)

Présidente de séance : Manon Cornellier

Éditorialiste, *Le Devoir*

Description

Comment les universités et leurs partenaires peuvent-ils étendre les dividendes du développement hors des campus ? Cette séance présentait trois différentes initiatives utilisées par des établissements d'enseignement

supérieur locaux pour répondre aux besoins désignés par la collectivité en partenariat avec divers intervenants : un projet pour améliorer l'apiculture aux Philippines, un autre pour offrir des possibilités d'accès à l'enseignement tertiaire aux enseignants du camp de réfugiés de Dadaab, au Kenya et un troisième axé sur le renforcement de l'enseignement des mathématiques en 12^e année aux Philippines.

Dans les régions touchées par des conflits, la transformation de la recherche en actions concrètes soulève d'autres difficultés. Il y est d'autant plus important de faire participer la population locale au processus décisionnel et à la recherche de solutions locales pertinentes.

Leçons, recommandations et principales observations

- La création d'une valeur économique constitue un élément clé du développement durable. Le développement inclusif et équitable du secteur privé, le soutien aux améliorations apportées aux modèles de gouvernance locale et les partenariats avec les universités sont essentiels pour la promotion du développement économique. L'approche du Service d'assistance canadienne aux organismes consiste à dépêcher auprès de partenaires locaux des experts qui agiront à titre de mentors et de conseillers en vue de partager l'expérience, de libérer le capital intellectuel et de renforcer les capacités locales. Le projet d'apiculture aux Philippines a permis de revitaliser l'industrie apicole, de développer l'éducation des producteurs et d'améliorer la sécurité alimentaire dans la région, en plus de mettre en valeur le secteur agricole au sein du pays.
- Le projet de l'Université de San Carlos, entrepris en partenariat avec Universitaires sans frontières, souligne le rôle essentiel que peuvent jouer les universités dans le renforcement de l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que l'importance de la pleine participation du milieu de l'enseignement dans de telles initiatives. Des enseignants en poste ont été mobilisés tout au long du cycle du projet, de l'évaluation des besoins à la formation, en passant par les sondages suivant la mise en œuvre.



- Le programme Borderless Higher Education for Refugees (BHER) répond au besoin en matière d'enseignement tertiaire des enseignants en poste, mais non formés, dans les camps de réfugiés. L'initiative offre de nombreuses stratégies pour répondre aux besoins en matière d'enseignement supérieur dans les régions fragiles ou touchées par des conflits. La flexibilité est une exigence essentielle pour surmonter les défis que pose la précarité des conditions de vie des enseignants locaux. Les centres d'apprentissage BHER permettent aux étudiants de suivre des cours à proximité des camps ou grâce à un enseignement à distance, en plus d'offrir une aide financière pour le transport des femmes afin d'assurer leur sécurité. Les étudiants peuvent appliquer les crédits de cours à différents niveaux d'attestation, jusqu'à l'obtention d'un diplôme. Des mesures d'action positive lors de la sélection et de la mise en œuvre ont favorisé la participation des femmes.
- Une approche de formation du formateur/formation de l'enseignant – commune aux trois initiatives – intègre les capacités nécessaires pour pérenniser les résultats dans la collectivité au-delà de la durée de vie du projet, et pour les étendre à d'autres secteurs au fil du temps.
- Les cycles de financement à court terme ne tiennent pas compte du temps requis pour renforcer les capacités locales à long terme, en particulier dans le cadre du projet BHER. Bien que les universités nationales proposent des cours de formation à distance pour les réfugiés, le fait est que les réfugiés auront du mal à y accéder d'eux-mêmes sans un soutien continu.
- Les initiatives hors des campus peuvent aussi profiter aux étudiants sur les campus. Dans le cadre de l'initiative d'éducation aux Philippines, les élèves diplômés ont la possibilité d'apprendre auprès d'enseignants de 12^e année. Dans le cadre du projet BHER, grâce à leur participation aux cours en ligne avec les enseignants de Dadaab, les étudiants dans les universités partenaires voient d'un autre œil les camps de réfugiés.
- L'engagement communautaire comprend la participation au développement, à l'exécution et à la gouvernance des programmes.

DÉJEUNER-CONFÉRENCE 1 :

Une université sur le toit du monde

David Agnew

Président, Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie

Mahmoud Eboo

Représentant diplomatique de Son Altesse l'Aga Khan au Canada, Réseau Aga Khan de développement

Shamsh Kassim-Lakha

Président exécutif, Comité de direction, Université d'Asie centrale

Description

Cette séance a marqué le lancement officiel d'un partenariat entre le Collège Seneca, de Toronto et l'Université d'Asie centrale (UAC), une initiative d'enseignement supérieur unique dans une région très importante d'un point de vue géopolitique, mais que la plupart des Canadiens connaissent peu. D^r Shamsh Kassim-Lakha, président exécutif de l'UCA et David Agnew, président du Collège Seneca ont exprimé leur point de vue sur cette collaboration novatrice sur le toit du monde avant la cérémonie officielle de signature du partenariat.

DÉJEUNER-CONFÉRENCE 2 :

L'expérience d'un hôpital d'enseignement sans but lucratif dans le Nord de l'Ouganda

Dominique Corti

Présidente, Fondazione Piero e Lucille Corti, Italie; présidente honoraire, Fondation Teasdale-Corti, Canada

Description

D^{re} Dominique Corti a présenté un bref historique de l'hôpital St. Mary's Lacor, un établissement privé à but non lucratif fondé en 1959 et situé à Gulu, dans le Nord de l'Ouganda. Elle a souligné les conditions de fonctionnement difficiles de cet hôpital, qui était à une époque le seul fournisseur de soins de santé dans une région principalement rurale décimée par une longue guerre civile dont 95 % de la population a été déplacée. Elle a retracé l'évolution de l'hôpital Lacor : d'un petit bâtiment de 30 lits, il est désormais le deuxième hôpital en importance au pays, avec trois centres de santé périphériques qui,

ensemble, traitent plus de 250 000 patients par année. D^{re} Corti a également décrit comment, à la demande du gouvernement de l'Ouganda, l'hôpital Lacor est devenu un hôpital universitaire affilié à la faculté de médecine de l'Université de Gulu.

PLÉNIÈRE 2 :

Approches mondiales intelligentes

Steven Davis

Directeur général, Universitaires sans frontières

Barbara O. Schneeman

Coordonnatrice de l'éducation supérieure, Agence américaine pour le développement international

Thierry Zomahoun

Président et directeur général, Secrétariat mondial de l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS)

Modérateur : David Agnew

Président, Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie

Description

Le panel a comparé des stratégies et des approches de renforcement de l'enseignement supérieur à des fins de développement, à partir des points de vue de divers établissements qui cherchent à renforcer l'enseignement supérieur dans les pays du Sud, soit une organisation canadienne d'envoi de volontaires, un organisme donateur et une initiative à volets multiples pour renforcer l'enseignement des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques (STEGMA) en Afrique et la recherche qui y est associée. Ces stratégies constituent-elles différents parcours vers des objectifs communs ? Quelles leçons les décideurs, les praticiens du développement et les chefs de file universitaires peuvent-ils en tirer ?

Leçons, recommandations et principales observations

- Par souci de durabilité, nous devons chercher des approches de « formation du formateur », que ce soit pour la formation du corps professoral ou pour renforcer les capacités administratives des établissements d'enseignement supérieur. De petits investissements dans ces domaines peuvent se répercuter sur la qualité et sur les capacités des établissements dans les pays du Sud.



- L'enseignement des STEGMA et la recherche connexe seront essentiels pour atteindre les objectifs de développement durable dans les pays du Sud. L'Afrique n'évoluera pas sans l'enseignement des STEGMA et la recherche qui y est associée. Toutefois, à l'heure actuelle, moins de 25 % des étudiants africains se dirigent vers les domaines des STEGMA au niveau supérieur, et aucun gouvernement africain n'investit plus de 1 % du PIB dans la recherche et le développement. Par conséquent, bien que la recherche africaine ait plus que triplé au cours de la dernière décennie, moins de 1 % de la recherche mondiale provient d'Afrique.
- Chaque année, plus de 11 millions de jeunes entrent sur le marché du travail en Afrique subsaharienne. Il faut de toute urgence apporter un changement dans le domaine de l'enseignement supérieur pour préparer la transition de ces jeunes vers l'économie et la société.
- La science se joue à l'échelle mondiale. De grandes découvertes et avancées technologiques passent par une collaboration et une connexion avec les réseaux mondiaux de connaissances. Nombre d'obstacles, toutefois, empêchent les jeunes scientifiques

Plénière 2 : Approches mondiales intelligentes.

- africains d'accéder aux réseaux de leurs pairs partout dans le monde. Nous devons donc nous pencher sur la façon de permettre à l'Afrique d'accéder à ces forums globaux et à ces possibilités de réseautage. Il faut poursuivre la conversation sur le « développement mondial intelligent » dans les pays du Sud.
- Les organismes donateurs et les pays hôtes ne mettent pas toujours l'enseignement supérieur au premier plan. Ils veulent le résultat (par exemple une meilleure sécurité alimentaire), mais ne reconnaissent pas toujours les moyens nécessaires pour y parvenir. L'enseignement supérieur n'est pas le seul moyen, mais il est essentiel. Militer en faveur d'un recours accru à la prise de décision fondée sur des données probantes, c'est prôner l'investissement dans l'enseignement supérieur.
- Comme le mentionnait en 2009 la stratégie de l'USAID dans le domaine de l'éducation, la hausse des coûts de l'enseignement supérieur, l'explosion démographique des jeunes et l'inégalité d'accès sur plusieurs fronts (urbain/rural, revenu/situation

socioéconomique, sexe, handicap, États fragiles) figurent parmi les principaux obstacles aux progrès dans l'enseignement supérieur.

- Pour favoriser l'enseignement des STEGMA et la recherche qui y est associée, dans les pays du Sud, nous devons encourager la science axée sur la volonté de découvrir, et non seulement la science fondée sur les besoins.

La majorité des étudiants sera éduquée dans de grands établissements publics sous-financés. Comment mettre à contribution des initiatives privées ou d'autres approches pour renforcer de tels établissements ?

- Il ne faut pas présumer que les acteurs dans les différents contextes comprennent et abordent les partenariats publics-privés (PPP) de la même manière – ou qu'ils possèdent les capacités nécessaires pour les réussir. Dans certains cas, il faut développer les capacités afin de créer un environnement propice à une telle coopération.
- Pour poursuivre la réflexion :
 - Il est certes essentiel que les pays du Sud aient accès à des centres d'excellence et à des possibilités de qualité, mais la réalité est tout autre : la majorité des étudiants sera éduquée dans de grands établissements publics sous-financés. Comment mettre à contribution des initiatives privées ou d'autres approches pour renforcer de tels établissements ? Est-il possible d'optimiser ces modèles ?

SÉANCE PARALLÈLE 2A :

Démontrer l'impact

Terry Smutylo

Spécialiste de l'évaluation indépendant; fondateur, Section de l'évaluation, Centre de recherches pour le développement international

Tricia Wind

Spécialiste de programmes principale, Centre de recherches pour le développement international

Président de séance : Pierre Jury

Éditorialiste, *Le Droit*

Description

Comment recueillir, évaluer et diffuser plus efficacement les données liées à l'incidence du développement ou les résultats des investissements dans l'enseignement supérieur ? La difficulté pour ceux qui s'efforcent de renforcer les capacités des établissements d'enseignement supérieur à démontrer l'impact du développement est attribuable à deux raisons. Premièrement, ces efforts vont bien au-delà de l'amélioration du bien-être des populations. Deuxièmement, étant donné que le changement développemental dépend de la convergence de plusieurs acteurs et facteurs, il est rare de pouvoir établir une attribution directe. Cette séance sous forme d'atelier a soumis les participants à toute une série de questions et d'exercices, tirant des exemples de leur propre travail afin d'examiner des moyens plus efficaces d'évaluer et de communiquer les contributions de l'enseignement supérieur au développement.

Leçons, recommandations et principales observations

- Pour mesurer l'impact des investissements dans l'enseignement supérieur sur le développement dans les pays du Sud, nous devons changer à la fois la terminologie et les approches adoptées pour le suivi et l'évaluation.
- Le changement développemental dépend de la convergence de plusieurs acteurs et facteurs. Il échappe à tout contrôle (mais peut être influencé) et est évalué différemment en fonction des points de vue. Il peut être progressif ou cumulatif (points de basculement), mais également non linéaire, émergent ou discontinu.



■ L'« impact » suggère une causalité ou une attribution des effets d'une intervention sans égard pour d'autres influences et facteurs. Il est également défini différemment selon les contextes et à des fins très diverses. L'« impact sur le développement » suppose généralement un changement durable et à grande échelle du niveau de bien-être d'une population et de son environnement. Puisque le changement développemental dépend de la convergence de plusieurs acteurs et facteurs, il convient maintenant de mettre l'accent sur l'évaluation de la *contribution* plutôt que de l'*attribution*.

■ Deux cadres nous permettent d'utiliser l'ordre des résultats et les sphères d'influence pour cerner les effets d'une intervention sur le changement développemental :

- Les domaines de changement développemental de Stephen Olsen (2014) fournissent un cadre permettant d'identifier plusieurs acteurs à l'intérieur et en marge d'une intervention, grâce à deux outils : l'ordre des résultats et l'approfondissement des résultats du développement. L'ordre des résultats regroupe : la création de conditions propices (marchés de ressources, politiques et programmes, capacités), la mise en œuvre (mesures fondées sur les conditions

propices), les réalisations (établissement des processus sociaux et environnementaux souhaités) et l'équilibre dynamique durable (bien-être pour la société humaine et son environnement).

- La reconnaissance des limites de notre influence, le passage de notre sphère de contrôle (projet ou programme) à notre sphère d'influence (partenaires), puis à notre sphère d'intérêt (bénéficiaires).

■ L'accent que mettent les approches actuelles sur les résultats immédiats et à court terme embrouille la réalité, car le rôle essentiel de l'enseignement supérieur dans la promotion et le soutien du développement se mesure à long terme. Compte tenu du fait que les investissements dans l'enseignement supérieur portent fruit à long terme, une réorientation vers des résultats intermédiaires jumelée à des mesures à court terme peut contribuer à mieux prévoir la réussite à long terme.

■ Une collaboration avec d'autres partenaires ou acteurs au sein de la sphère d'influence de votre initiative d'enseignement supérieur peut fournir un moyen de mieux cerner les gains et les associer au projet ou programme.

SÉANCE PARALLÈLE 2B :

Assurance de la qualité

Greg Moran

Directeur des projets spéciaux, Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur; ancien prévôt, Université Aga Khan; prévôt émérite, Université Western

Tashmin Khamis

Directrice, Réseau de l'assurance de la qualité et de l'amélioration de l'Université Aga Khan; présidente, Réseau pour l'assurance de la qualité de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Est

Présidente de séance : Céline Cooper

Chroniqueuse, *Montreal Gazette*

Description

Comment définir et mesurer la qualité en matière d'enseignement supérieur ? Y a-t-il des divergences entre les normes internationales et les besoins locaux et comment y remédie-t-on, en particulier lorsqu'il s'agit d'établissements des pays du Sud ayant peu de ressources et de capacités en matière d'assurance de la qualité (AQ) ? S'inspirant de ses expériences dans le contexte est-africain, le panel a exploré les liens entre l'innovation, les résultats d'apprentissage et la pertinence locale dans les processus d'AQ.

Différents types d'établissements requièrent différents processus d'assurance de la qualité (diplômés, étudiants de premier cycle, recherche polyvalente). Il est indispensable que les universités se dotent de normes et de processus d'AQ pour pérenniser la pratique.

Leçons, recommandations et principales observations

- Dans le contexte de l'enseignement supérieur mondial, deux grandes tendances nécessitent innovation et nouvelles approches pour assurer l'AQ : la massification de l'enseignement supérieur et l'accroissement de la participation.
- L'assurance de la qualité joue un rôle essentiel dans le renforcement de la capacité des établissements d'enseignement supérieur à favoriser le développe-

ment durable. Elle requiert un processus délibéré de renforcement des capacités. L'AQ permet de déterminer les endroits où les ressources sont les plus nécessaires et exige une approche axée sur les résultats d'apprentissage, fondée sur la question : « Quels résultats souhaitez-vous atteindre ? »

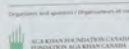
- Parallèlement, l'AQ peut décourager l'innovation en imposant des normes qui entravent la pertinence locale d'un établissement. Un modèle uniformisé ne tient pas compte des contextes de fonctionnement très différents des universités, notamment en matière d'engagement communautaire.
- L'Afrique orientale constitue un exemple important de la façon dont les processus d'AQ peuvent garantir des normes élevées et la pertinence locale. Parmi les principaux défis de l'enseignement supérieur en Afrique orientale figurent l'augmentation du nombre d'étudiants inscrits, sans un accroissement correspondant du nombre d'enseignants, le manque de connaissances générales chez les diplômés des universités locales et le peu de mobilité régionale et internationale des étudiants et des diplômés. La solution proposée est l'harmonisation des systèmes d'éducation, selon un modèle développé par l'Université Aga Khan qui :
 - offre un milieu d'apprentissage enrichi grâce à la mise en place de réseaux bien répartis;
 - intègre des réseaux de qualité, l'enseignement et l'apprentissage;
 - favorise la consultation, garante d'un engagement accru;
 - crée des espaces inclusifs, favorables et sûrs pour le corps professoral;
 - favorise une approche plus ciblée et l'auto-évaluation.
- Différents types d'établissements requièrent différents processus d'assurance de la qualité (diplômés, étudiants de premier cycle, recherche polyvalente). Il est indispensable que les universités se dotent de normes et de processus d'AQ pour pérenniser la pratique.
- L'accréditation et l'AQ sont interreliées et devraient être harmonisées.
- Les processus d'AQ profitent aux étudiants et aux professeurs, en facilitant les échanges, les transferts de crédits et la collaboration avec des universités internationales.



Exploring the role of **higher education** in advancing sustainable development goals
Explorer le rôle de l'**éducation supérieure** dans l'atteinte des objectifs de développement durable

April 13-14, 2016
The Delegation of the Ismaili Imam
Ottawa

smartglobaldev.ca | #smartglobaldev | #devintelligent



SÉANCE PARALLÈLE 2C :

Bâtir des universités solides et durables

Paul Davenport

Président, Conseil des gouverneurs,
Université du Rwanda; ancien président,
Université Western et Université de l'Alberta

Robin Farquhar

Président émérite, Université de Winnipeg;
ancien président et vice-chancelier, Université Carleton

Présidente de séance : Manon Cornellier

Éditorialiste, *Le Devoir*

Description

L'investissement dans les capacités, systèmes et processus administratifs est un élément essentiel, mais souvent négligé, du renforcement de la capacité des établissements d'enseignement supérieur à réaliser les objectifs de développement durable. En utilisant leur expérience de renforcement des capacités institutionnelles au Rwanda comme exemple, les panellistes ont souligné les liens étroits entre le renforcement des capacités administratives

et opérationnelles et l'amélioration de la qualité de l'éducation et de sa pertinence par rapport aux priorités nationales de développement.

Leçons, recommandations et principales observations

- L'exemple portait sur une initiative d'Universitaires sans frontières (USF) qui, en dépêchant des experts canadiens, a aidé le gouvernement du Rwanda à regrouper en un seul établissement des services publics d'enseignement postsecondaire, qui étaient auparavant locaux, de district et nationaux, afin de créer l'Université nationale du Rwanda.
- Selon le gouvernement du Rwanda, les quatre grands objectifs de la fusion étaient d'améliorer la qualité de l'éducation, de répondre efficacement aux besoins nationaux et internationaux actuels, d'accroître le rayonnement international du nouvel établissement et de réduire les coûts.
- L'initiative d'USF a mandaté un groupe de travail pour mettre en place les structures de gouvernance, la gestion institutionnelle et la planification stratégique de l'université. Pour ce faire, le groupe de travail a passé cinq mois au Rwanda, examiné un grand nombre de documents, parcouru le pays

pour visiter tous les établissements existants et demandé l'avis de nombreuses parties concernées par la fusion. En voici les principaux résultats :

- révision de la législation;
 - développement et opérationnalisation d'une nouvelle structure organisationnelle et d'un plan de gestion de site;
 - création d'une matrice de décision, qui a orienté la répartition des responsabilités et des pouvoirs entre l'Université du Rwanda et le gouvernement rwandais;
 - définition de la structure et des postes de la haute direction;
 - élaboration d'un plan de renforcement des capacités dressant la liste des priorités du nouvel établissement en matière de ressources physiques et humaines;
 - mise en œuvre d'un énoncé de mission et d'un processus de planification stratégique;
 - réalisation d'analyses et élaboration d'un plan d'action pour aborder les principaux enjeux comme la disparité entre les sexes;
 - élaboration d'une charte des libertés académiques.
- L'exemple de l'Université du Rwanda démontre le lien étroit entre l'enseignement supérieur et les priorités nationales de développement énoncées dans le programme Vision 2020 du pays, soit la bonne gouvernance, le développement des ressources humaines dans une économie fondée sur le savoir, le rôle accru du secteur privé dans le développement, le renforcement des infrastructures, l'agriculture productive et marchande et les questions transversales comme l'égalité des sexes, les ressources naturelles et l'environnement, la science, les technologies et les TIC.
- Il est essentiel d'investir dans les capacités, les systèmes et les processus administratifs pour permettre à l'établissement d'apporter pleinement sa contribution aux étudiants et au pays, mais il est souvent difficile de trouver des investisseurs intéressés.

- Les étudiants ont un rôle important à jouer dans la gouvernance et les capacités administratives des universités. Au Rwanda, le projet d'USF a favorisé un processus décisionnel participatif en permettant à deux étudiants de siéger au petit conseil des gouverneurs de l'université.
- La compréhension des réalités contextuelles d'une société – une tradition de bureaucratie et de hiérarchie ou la crainte d'enfreindre les statuts et traditions par exemple – est essentielle pour pallier l'inertie administrative générale.

PLÉNIÈRE 3 :

Investissements mondiaux intelligents

Barbara O. Schneeman

Coordonnatrice de l'éducation supérieure, Agence américaine pour le développement international

Jean Lebel

Président, Centre de recherches pour le développement international

Jeffrey Waite

Conseiller, Pratiques mondiales – Éducation, Banque mondiale

Shamsh Kassim-Lakha

Président exécutif, Comité de direction, Université d'Asie centrale

Modératrice : Eva Egron-Polak

Secrétaire générale et directrice exécutive, Association internationale des universités

Description

Cette séance de clôture visait à dégager les principales leçons et observations au terme de la conférence, autour de trois questions : Où a-t-on relevé des investissements mondiaux intelligents en enseignement supérieur ? Peut-on commencer à élaborer une feuille de route pour l'intégration plus efficace de l'enseignement supérieur dans les politiques de développement, la conception des programmes et l'évaluation ? Comment entretenir les connexions et le dialogue amorcés ces deux derniers jours ?



Leçons, recommandations et principales observations

- Les conversations des deux derniers jours ont permis de dégager des mots clés : inclusion, innovation, investissement intelligent, interconnectivité, intégrité, complexité, défis, coopération, créativité et continuité. À cette liste s'ajoutent trois autres mots : local, pertinence et accès.
- L'évaluation demeure un défi et exige un examen plus approfondi. L'enseignement supérieur est un investissement de développement à long terme, mais, trop souvent, nous devons produire un rapport sur les résultats chaque année ou, au mieux, tous les cinq ans. En nous limitant à évaluer les résultats immédiats et à court terme, nous perdons de vue qu'une telle entreprise porte fruit à long terme.
- La notion d'universités en tant qu'espaces sûrs propices à la créativité, aux débats et à l'engagement intellectuel, proposée par Reeta Roy dans le discours liminaire, constitue une importante référence pour repenser le rôle de l'université dans le renforcement du leadership nécessaire à l'atteinte des objectifs de développement.
- Tout au long de la conférence, les conversations nous ont poussés à voir au-delà du seul « exode des

Plénière 3 : Investissements mondiaux intelligents.

L'enseignement supérieur est un investissement de développement à long terme, mais, trop souvent, nous devons produire un rapport sur les résultats chaque année ou, au mieux, tous les cinq ans. En nous limitant à évaluer les résultats immédiats et à court terme, nous perdons de vue qu'une telle entreprise porte fruit à long terme.

cerveaux » pour mieux examiner l'ensemble du mouvement, soit l'exode, la *circulation*, mais aussi le *maintien* au sein de la collectivité.

- Afin de comprendre l'importance du rôle que les universités et collèges jouent dans la promotion et la durabilité du développement, nous devons voir en eux des établissements locaux permanents ainsi que des ressources locales permanentes. La création d'établissements solides et durables est une entreprise qui s'étend sur plus d'une génération et



nécessite donc de longs délais et une évolution des attentes liées à la démonstration des résultats des investissements dans l'enseignement supérieur au-delà du court terme.

- La complexité des défis en matière de développement et l'exigence de solutions multidimensionnelles et multidisciplinaires qui en résulte met déjà en lumière la façon dont nous devons organiser le milieu universitaire.
- Nous devons adopter une approche plus globale en matière d'enseignement. Tout au long de la conférence, on a souvent opposé l'enseignement primaire et secondaire à l'enseignement supérieur, comme si les gouvernements et les donateurs internationaux devaient choisir l'un ou l'autre. Nous devons éviter de mettre l'enseignement tertiaire en concurrence avec l'enseignement primaire et secondaire en ce qui concerne les ressources et le soutien. En fait, les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle intégral à jouer dans le renforcement des systèmes d'éducation où qu'ils se situent dans le continuum d'éducation. Les stratégies de développement, les programmes et les politiques devraient s'appuyer sur cette connexion intégrale.

Les commanditaires de la conférence en compagnie des premiers conférenciers à prendre la parole. À partir de la gauche : Khalil Z. Shariff (Fondation Aga Khan Canada), Steven Davis (USF), Eva Egron-Polak, Reeta Roy, Son Excellence le très honorable David Johnston, Greg Moran (président du comité exécutif de la conférence), Leonard Wantchekon et Jean Lebel (CRDI).

- Il a également été question tout au long de la conférence de la discordance entre qualité et quantité, en particulier sous l'angle des établissements publics et privés.
- Il est particulièrement urgent d'offrir un enseignement supérieur aux réfugiés et aux communautés des régions touchées par des conflits. La conférence a permis de démontrer qu'il s'agit là d'une question prioritaire.
- Nous devons mettre à contribution des approches régionales pour renforcer l'enseignement supérieur dans les pays du Sud afin de réaliser des économies d'échelle.
- Pour définir de quelle manière le Canada peut appuyer l'enseignement supérieur dans les pays du Sud, nous devons donner voix au chapitre aux gouvernements provinciaux dans les prochaines

discussions. Dans bien des domaines (comme la santé et l'éducation), les provinces sont directement engagées dans des secteurs visés par les grands défis du développement. Leur inclusion permettrait de renforcer les capacités et de relever les défis dans les deux directions.

- Afin d'exploiter pleinement le potentiel de l'enseignement supérieur à l'appui du développement mondial durable, nous devons comprendre le concept d'éducation tertiaire comme faisant partie intégrante d'un système qui excède le seul cadre universitaire. Les établissements d'enseignement technique et professionnel – les collèges, les écoles polytechniques et autres établissements de ce type – jouent un rôle déterminant dans ce système et dans chacune des économies et des sociétés prospères à travers le monde. Les établissements d'enseignement supérieur ne peuvent travailler en vase clos : la coopération et la coordination dans tous les secteurs sont essentielles pour assurer aux pays des ressources humaines qualifiées, un leadership éclairé et les compétences nécessaires pour aider à trouver des solutions de développement durable.
 - L'enseignement technique a souvent été considéré comme le parent pauvre des universités, ajoutant ainsi l'exode des compétences à l'exode des cerveaux. Les universités et les collèges commencent à reconnaître leur responsabilité – et les possibilités qui s'offrent à eux – de diversifier l'offre au-delà des programmes d'études menant à l'obtention d'un diplôme. Nous devons encourager les universités à une telle diversification en vue d'une meilleure adaptation aux contextes sociaux et économiques et d'une plus grande harmonisation des parcours entre les programmes de formation professionnelle, technique et universitaire menant à l'obtention d'un diplôme.
 - Les établissements d'enseignement supérieur doivent également envisager de reconnaître et de mieux exploiter l'expérience antérieure et les parcours d'apprentissage non officiels, en collaborant avec le secteur privé pour aider à définir la forme que devraient prendre les résultats d'apprentissage dans les domaines liés au développement.

Comment pouvons-nous faire en sorte que les questions d'égalité des sexes demeurent intégrales au dialogue en cours sur l'enseignement supérieur et le développement ?

■ Pour poursuivre la réflexion :

- Compte tenu des cadres d'évaluation actuels, quelles sont les mesures d'évaluation à court terme qui pourraient nous aider à mieux prévoir la réussite à long terme ou nous confirmer que nous sommes sur la bonne voie ? En santé, par exemple, on parle de validation des résultats substitués. Ainsi, comment prévoir ou évaluer les retombées des investissements en enseignement supérieur ?
- L'une des prochaines étapes clés consisterait à s'attaquer à la question de l'enseignement supérieur dans différents contextes propres aux pays du Sud. Cette question mérite à elle seule une conférence distincte.
- Dans le contexte canadien, une commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur pourrait-elle faire avancer cette question ?
- Les mécanismes de financement de l'enseignement supérieur ont reçu relativement peu d'attention au cours de cette conférence. Des subventions de base au financement proportionnel au nombre d'habitants, en passant par les compléments axés sur l'équité, quels sont les mécanismes de financement susceptibles d'appuyer les différents types d'investissement pour doter les pays du Sud d'établissements d'enseignement supérieur solides, dynamiques et pertinents ? Des subventions à vocation régionale plus souples peuvent-elles contribuer à réaliser des économies d'échelle et à encourager la coopération transfrontalière ?
- Il faut prêter attention à la disparité entre les sexes dans l'enseignement supérieur sur plusieurs plans, essentiellement en raison d'une proportion femmes-hommes plus élevée au chapitre de l'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur dans plusieurs contextes. Comment pouvons-nous faire en sorte que les questions d'égalité des sexes demeurent intégrales au dialogue en cours sur l'enseignement supérieur et le développement ?

En guise de conclusion

Poursuivre la conversation sur le développement mondial intelligent

Tout au long des délibérations, les participants n'ont pas tari d'éloges sur l'occasion que leur offrait la conférence de partager leurs expériences sur le rôle de l'enseignement supérieur. Ils ont toutefois insisté sur la nécessité d'un engagement durable à cet égard avec les principales parties prenantes, à savoir les gouvernements, le milieu universitaire, le secteur privé, les collectivités et les jeunes chefs de file des pays du Sud, de même que leurs homologues des pays à revenu élevé.

Les questions suivantes, tirées des exposés et des réactions de l'auditoire, servent de cadre à la poursuite de cette conversation :

- Comment les universités et collèges des pays du Sud peuvent-ils participer plus directement au développement social et économique des collectivités dans lesquelles ils sont situés ? De quelle autre capacité pourraient-ils avoir besoin pour y parvenir ? Comment renforcer la responsabilité sociale de ces établissements à l'endroit de leurs collectivités ?
- Comment accroître le rôle des établissements d'enseignement supérieur en tant que pôles d'innovation dans les pays du Sud pour atteindre et maintenir les objectifs de développement durable ?
- Comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent-ils favoriser plus efficacement et consciemment l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes – et éliminer les obstacles d'ordre sexuel à la participation ?



Que peuvent faire les établissements d'enseignement supérieur pour offrir aux réfugiés et aux jeunes des régions fragiles ou touchées par des conflits des possibilités d'apprentissage et de formation professionnelles postsecondaires ?

- Que peuvent faire les établissements d'enseignement supérieur pour offrir aux réfugiés et aux jeunes des régions fragiles ou touchées par des conflits des possibilités d'apprentissage et de formation professionnelles postsecondaires ?
- Comment les établissements d'enseignement supérieur devraient-ils définir la qualité et l'assurer, notamment compte tenu des divergences entre la qualité et l'accès ou l'élargissement du champ d'application ?
- Quelles méthodes, quels outils ou quelles approches pourraient renforcer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage liés aux résultats des investissements dans l'enseignement supérieur ?
- Comment les établissements dans les pays du Sud peuvent-ils améliorer l'accès à un enseignement technique et professionnel de qualité et pertinent ? Comment pourraient-ils utiliser l'expérience et l'expertise mondiales des collèges et écoles polytechniques pour renforcer des capacités et mettre en œuvre des programmes ?



- Pourquoi investir dans des établissements privés d'enseignement supérieur dans les pays du Sud ? Comment les établissements privés peuvent-ils contribuer à renforcer la qualité, la pertinence et les capacités des établissements publics ?
- De quels types de soutien et de ressources les établissements d'enseignement supérieur des pays du Sud ont-ils besoin pour contribuer plus directement à l'amélioration des systèmes d'éducation primaire et secondaire dans leurs contextes opérationnels ? Quels types de mécanismes de financement contribueraient à renforcer le continuum d'éducation ?
- Quels types de politiques publiques ou de réformes favoriseraient un environnement plus propice à l'innovation, à la qualité et à la pertinence au sein des établissements d'enseignement supérieur des pays du Sud ?
- Quels sont les mécanismes de financement susceptibles d'appuyer les différents types d'investissement pour doter les pays du Sud d'établissements



d'enseignement supérieur solides, dynamiques et pertinents ? Des subventions à vocation régionale plus souples peuvent-elles contribuer à réaliser des économies d'échelle et à encourager la coopération transfrontalière ?

L'enseignement supérieur constitue un investissement dans l'avenir, car il crée l'expertise, les ressources et le leadership dont toutes les sociétés ont besoin pour atteindre les objectifs mondiaux et en assurer la pérennité.

De tels investissements dans le domaine de l'enseignement supérieur exigent de la patience : il s'agit d'entreprises qui s'étendent sur plusieurs générations. Parallèlement, les fragilités qui se font jour partout dans le monde sont si extrêmes que nous avons besoin de toute urgence d'établissements d'enseignement supérieur dynamiques pour ancrer la réussite et endiguer l'instabilité. Ces questions qui viennent ponctuer la réflexion au terme de la conférence dressent déjà la feuille de route pour poursuivre l'engagement, mais dans l'immédiat, nous devons continuer à investir dans l'enseignement supérieur de manière très réfléchie et judicieuse afin de mieux promouvoir le développement mondial durable.

Parole aux jeunes des quatre coins du monde

Avant le lancement de la conférence, les organisateurs ont invité de jeunes boursiers et boursières, ainsi que de jeunes diplômés et diplômées des pays du Sud et du Nord à répondre à trois questions qui abordent les problèmes d'enseignement supérieur et de développement du point de vue des leaders de demain.

Leurs contributions ont été présentées tout au long de la conférence de manière à rappeler aux délégués l'importance des délibérations en cours et les grandes compétences en leadership que la future génération possède déjà pour s'attaquer aux enjeux mondiaux cruciaux.

Quels changements apporteriez-vous aux universités dans votre pays ?



L'université devrait abandonner son approche théorique classique qui accorde plus d'importance aux « diplômés » qu'à la formation visant à doter l'étudiant de compétences pratiques.

Armanda Kouassi | Côte d'Ivoire

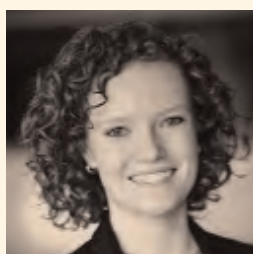
Boursière de la Fondation MasterCard, Université de Californie à Berkeley



J'adapterais le curriculum de manière à ce que les cours d'introduction tiennent compte des points de vue des pays du Sud afin d'inciter les jeunes à développer leur esprit critique au sujet des relations qu'entretient leur pays avec les pays du Sud.

Heather McAlister | Canada

Étudiante de deuxième cycle, Université de Toronto



Suivant les recommandations de la Commission Vérité et Réconciliation, j'exigerais un cours d'études autochtones comme condition d'attribution du diplôme et j'ajouterais une bourse autochtone à chaque cours. Ce sont là d'importantes mesures de décolonisation de l'éducation postsecondaire au Canada.

Katherine MacGregor | Canada

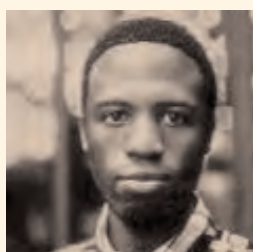
Étudiante de premier cycle, Université de Toronto



Ce qui fait le plus défaut, c'est une formation pratique qui combine connaissances et compétences pour mieux préparer les jeunes au monde du travail, ainsi qu'une infrastructure capable d'accueillir le nombre croissant d'étudiants pouvant tirer parti des nouvelles technologies de l'information et des communications.

Mariama Mary Fall | Canada

Doctorante, Université d'Ottawa



Je redonnerais aux étudiants l'institution qu'est l'université. Les étudiants doivent être les créateurs de tels environnements, avec l'appui des représentants de l'université.

Mike Muponda | Zimbabwe

Boursier de la Fondation MasterCard, Université West Virginia



Je modifierais la plupart des programmes offerts pour les axer davantage sur les affaires, la technologie, la créativité et l'innovation.

Nonduduzo Ndlovu | Swaziland

Boursière de la Fondation MasterCard, Université de Pretoria



En Afghanistan, toutes les universités devraient être mixtes. Elles ont besoin d'installations plus perfectionnées. Des programmes d'échange d'enseignants rehausseraient la qualité de l'éducation, et il serait bon qu'il y ait des programmes périscolaires organisés.

Roya Shams | Afghanistan

Étudiante de premier cycle, Université d'Ottawa

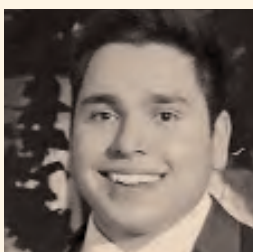
Quels sont les défis auxquels les jeunes font face aujourd'hui ?



Des ressources humaines qualifiées et la mentalité de mes compatriotes, en particulier les jeunes. Pour intégrer le concert des nations, il faudrait changer certaines habitudes. Le système doit se livrer à un exercice d'introspection pour définir des approches progressives et basées sur la participation.

Moussa Thiam | Mali

Doctorant, Université d'Ottawa



Dans sa vie comme dans sa carrière, il est important de comparer son propre potentiel au potentiel de la société, de conjuguer la progression mondiale à son propre bonheur.

Rehman Shivji | Canada

Étudiant de premier cycle, Université Queen

Votre université vous a-t-elle équipé pour l'emploi de vos rêves ?



Je rêve de devenir professeure dans une université. Mon éducation universitaire me donne la possibilité d'enseigner et de faire de la recherche afin que je sois mieux armée pour former et encadrer d'autres travailleurs sociaux tournés vers le monde.

Brianna Strumm | Canada

Doctorante, Université Carleton



Je rêve de travailler avec des Africains passionnés qui souhaitent apporter un changement positif. Je veux que l'organisation ait foi en la jeunesse, nous mette au défi et nous donne les moyens de nous attaquer aux problèmes, en faisant de nous de solides futurs dirigeants.

Sidee Dlamini | Swaziland

Boursière de la Fondation MasterCard, Université de Californie à Berkeley

À propos des commanditaires de la Conférence



AGA KHAN FOUNDATION CANADA
FONDATION AGA KHAN CANADA

« Les progrès dans les pays en développement ne sauront se poursuivre sans une constellation dynamique d'universités, de collèges et d'instituts de recherche pour ancrer la connaissance locale et l'innovation. Les établissements d'enseignement supérieur – en Afrique, en Asie et au Canada – ont joué un rôle clé dans la collaboration qui perdure depuis des décennies entre le Canada et le Réseau de développement Aga Khan afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Réunis pour la Conférence sur le développement mondial intelligent, nous sommes portés par la conviction commune que les investissements dans l'enseignement supérieur garantiront des améliorations à long terme de la qualité de vie. »

– **Khalil Z. Shariff**, directeur général,
Fondation Aga Khan Canada

Fondée en 1980, la Fondation Aga Khan Canada est un organisme de bienfaisance canadien enregistré et une agence du Réseau Aga Khan de développement, un regroupement mondial d'agences de développement dont les mandats ciblent les dimensions sociales, économiques et culturelles du développement. Actives dans 30 pays, ces agences ont pour mission commune d'améliorer les conditions de vie et les occasions offertes aux pauvres, et ce, quels que soient leur foi, leurs origines ou leur genre. Le Réseau Aga Khan de développement compte deux universités : l'Université Aga Khan et l'Université d'Asie centrale. Pour de plus amples renseignements, visitez le site www.akfc.ca et le site www.akdn.org.

enseignement supérieur de qualité à l'intérieur de leurs frontières. Leurs universités doivent être en mesure de produire les experts dont ils ont besoin en inculquant à leurs étudiants des connaissances adaptées aux conditions locales et les compétences nécessaires pour résoudre les problèmes propres à leur situation socioéconomique. Universitaires sans frontières collabore depuis plusieurs années à des projets initiés par des universités en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est pour les aider à améliorer l'enseignement, la recherche et les services d'appui. La Conférence sur le développement mondial intelligent est l'occasion de démontrer le rôle primordial que peuvent jouer les universités dans l'amélioration de la vie des citoyens des pays en développement. »

– **Steven Davis**, directeur général,
Universitaires sans frontières

Universitaires sans frontières a pour mission d'aider les pays en développement à rehausser le niveau de leur enseignement universitaire pour former les spécialistes et les chercheurs dont ils ont besoin pour prospérer. Nous remplissons notre mission en dépêchant dans les pays en développement des professionnels et des universitaires bénévoles qui ont pour mandat d'appuyer les projets mis sur pied par nos partenaires. Nos bénévoles travaillent à des projets qui favorisent les compétences en enseignement et en recherche nécessaires aux soins de santé, à l'éducation, à l'agriculture, aux infrastructures, aux affaires et plus encore. Nous travaillons dans toutes les disciplines et tous les aspects de l'éducation, en plus d'aider les universités à améliorer leur administration et leurs services. Nous sommes une ONG canadienne bilingue basée à Montréal et nous dépêchons des bénévoles partout dans le monde. Pour de plus amples renseignements, visitez le site <http://www.awb-usf.org>.



« Bon nombre de pays en développement à revenus faible et intermédiaire ne disposent pas des experts et des professionnels voulus pour assurer des services de base à leurs citoyens, pour faire progresser leur économie et pour mener la recherche nécessaire au développement durable. Pour éviter l'exode des cerveaux, ce qui se produit souvent lorsque les étudiants quittent leur pays d'origine pour aller étudier dans le monde développé, ces pays doivent dès maintenant offrir un



International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

« Le Centre de recherches pour le développement international reconnaît depuis longtemps l'immense potentiel des établissements d'enseignement supérieur en tant que moteurs de développement économique et social, dépositaires de l'héritage culturel, centres de recherche pour l'avancement de la connaissance humaine et pôles d'innovation. Nous sommes résolus à favoriser l'accès à un enseignement supérieur et à trouver des moyens de l'intégrer

plus efficacement dans les politiques de développement, l'aide au développement, la conception des programmes et l'évaluation. Cette conférence sur le développement mondial intelligent est un puissant instrument de reconnaissance de la promesse de l'enseignement supérieur pour promouvoir l'innovation et relever les défis dans le monde en développement.»

– **Jean Lebel**, président,
Centre de recherches pour le développement
international

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance dans les pays en développement. En réunissant les bons partenaires autour d'occasions à saisir qui sont porteuses d'impact, le CRDI aide à forger les chefs de file d'aujourd'hui et de demain et à susciter des changements positifs à grande échelle. Le CRDI a été créé en vertu d'une loi que le Parlement du Canada a adoptée en 1970 pour aider les pays en développement à trouver des solutions à leurs problèmes. En vertu de la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*, le CRDI a pour mission « de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions ». Pour de plus amples renseignements, visitez le site www.crdi.ca.

Remerciements

Cette conférence a reçu l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.



**Affaires mondiales
Canada**

**Global Affairs
Canada**

Comité exécutif de la Conférence

Le comité exécutif de la Conférence sur le développement mondial intelligent, sous la présidence de Greg Moran, directeur des projets spéciaux du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur, conjugait les compétences des trois organisateurs et commanditaires : Maria Brunelli, Steven Davis, Carrie LaPorte, Shabana Manji, Tavinder Nijhawan, Jennifer Pepall et Corrie Young.

Rapporteurs de la Conférence

Huit jeunes boursiers et boursières ont répondu à l'appel et ont agi à titre de rapporteurs pour aider à documenter les observations et les leçons tirées des séances de la conférence, en plus d'y participer activement. Leur travail a contribué à l'élaboration du présent rapport. Le comité exécutif de la conférence remercie pour leurs contributions : Gissou Atae, Jean-Marie Cishahayo, Alyshea Cummins, Jennifer Fieldhouse, Jose Miguel Lopez, Stephanie Melliet, Amar Nijhawan et Mariya Podeyko.